



**Quatrième rapport  
adressé à la Chambre des Députés  
2003**



# Table des matières

<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
1. EVOLUTION DE LA LEGISLATION NATIONALE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE .....	5
1.1. <i>Le plan communal</i> .....	5
Dépenses ordinaires budgétisées des offices sociaux en 2001 .....	6
Conclusions des travaux du groupe de réflexion .....	7
1) Conférer un droit à l'aide sociale, assorti d'un droit de recours.....	7
2) Détermination des bénéficiaires .....	8
3) Principe du domicile de secours .....	8
4) Statut de l'office social .....	8
5) Participation de l'Etat .....	8
6) Regroupements des offices sociaux.....	9
1.2. LE PLAN NATIONAL .....	9
a) La loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité.....	9
b) La loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires par le fonds national de solidarité.....	9
c) Règlement du Gouvernement en Conseil du 18/02/1983 concernant l'allocation de chauffage.....	10
d) La loi du 13 juin 1975 sur l'allocation compensatoire de vie chère.....	10
e) La loi du 16 avril 1979 portant création d'une allocation spéciale pour personnes gravement handicapées .....	10
f) Loi du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers du jour psychogériatriques. ....	11
g) La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.....	11
Revalorisation des mesures d'insertion .....	11
Abaissement de la condition d'âge .....	12
Abaissement de la condition de la durée de résidence.....	12
Simplification de la prise en compte de l'obligation alimentaire .....	12
Abandon, pour le parent qui élève un enfant de moins de six ans, de la dispense de participation aux activités d'insertion professionnelle.....	12
Immunsation du revenu professionnel de l'enfant bénéficiaire du RMG12	
Autres modifications .....	12
<i>Evolution de la loi du 29 avril 1999 .....</i>	<i>13</i>
h) La loi du 28 juin 2002 : 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension; 2. portant création d'un forfait d'éducation ; 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti .....	13

- i) Le règlement grand-ducal du 28 février 2003 portant nouvelle fixation des montants du revenu minimum garanti prévus à l'article 5 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti 15
- j) Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999.... 15

## **STATISTIQUES ADMINISTRATIVES .....17**

STATISTIQUES GENERALES .....	18
<i>Nombre de bénéficiaires.....</i>	18
<i>Pourcentage par rapport à la population .....</i>	19
<i>Les entrées et sorties .....</i>	20
<i>Caractéristiques des ménages bénéficiaires .....</i>	20
Structures familiales .....	20
Relations de parenté .....	21
<i>Caractéristiques des personnes bénéficiaires .....</i>	22
L'âge .....	22
Le sexe.....	24
La nationalité .....	24
Professions et catégories sociales antérieures .....	26
<i>Répartition géographique des bénéficiaires du RMG.....</i>	27
<i>Caractéristiques du complément RMG .....</i>	29
Compléments moyens versés aux ménages.....	29
Le coût du RMG .....	29
STATISTIQUES SPECIFIQUES SNAS .....	32
<i>Les activités d'insertion professionnelle .....</i>	32
<i>Situation par rapport à l'Administration de l'emploi (ADEM) .....</i>	32
<i>Situation par rapport aux activités d'insertion professionnelle.....</i>	33
<i>Historique des activités d'insertion professionnelle .....</i>	34
<i>Les activités en cours au 31.12.2002.....</i>	36
a. Rapport des sexes concernant la participation aux activités d'insertion professionnelle.....	36
b. Les durées moyennes des activités en cours.....	37
c. Les saisies, cessions et pensions alimentaires .....	37
d. Les personnes non dispensées sans activité en cours au 31.12.2002 ...	37
e. Bénéficiaires en congé de maladie au 31.12.2002.....	37
f. Bénéficiaires de l'indemnité d'insertion affectés aux ateliers spécialisés .....	38
g. Niveau d'études des bénéficiaires non dispensés de la participation aux activités d'insertion professionnelle.....	38
h. Antécédents professionnels des bénéficiaires non dispensés de la participation aux activités d'insertion professionnelle.....	39
i. Service national de santé au travail .....	39
j. Analyse des raisons d'expiration des activités d'insertion venues à terme au courant de 2002 .....	39
<i>Les organismes d'affectation.....</i>	41
<i>Les tâches effectuées .....</i>	42

## **ANNEXES .....43**

# Introduction

L'article 39 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti (loi RMG) dispose que le conseil supérieur de l'action sociale « dresse l'état des besoins en matière d'action sociale et propose les voies et les moyens d'y remédier ».

« Tous les trois ans, il adresse à la Chambre des Députés un rapport circonstancié ».

Le rapport que le conseil supérieur de l'action sociale adresse à la Chambre des Députés est joint, en tant qu'annexe, au premier bilan que le Gouvernement a élaboré au sujet de la mise en œuvre du premier plan national d'action pour l'inclusion sociale<sup>1</sup>. En effet, ce rapport, destiné à la Commission de l'Union Européenne, répond aux mêmes finalités que celui du conseil supérieur de l'action sociale. En rassemblant dans le présent rapport les informations complémentaires en ce qui concerne l'application de la loi RMG et les statistiques relatives aux bénéficiaires, le risque du double emploi est évité ou du moins sensiblement atténué.

Les deux plans nationaux d'action pour l'inclusion sociale et le présent rapport fournissent un aperçu relativement complet en ce qui concerne l'action sociale exercée au Grand-Duché de Luxembourg, c'est-à-dire les moyens et dispositifs que la société met en œuvre pour préserver sa cohésion en aidant les personnes ou les groupes les plus fragiles à préserver ou à acquérir leur autonomie et à s'adapter au milieu dans lequel ils vivent.

## 1. Evolution de la législation nationale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Le présent aperçu se limite aux lois et règlements qui ont pour objectif exclusif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en versant de façon ciblée et après contrôle des ressources des prestations financières régulières ou occasionnelles et/ou en intervenant sur le plan de l'action sociale en faveur des personnes menacées de précarité et d'exclusion sociale. Il s'ensuit que certaines prestations telles que les allocations familiales, qui sont versées à l'ensemble des enfants âgés de 0 à 27 ans, indépendamment des revenus des parents, n'ont pas leur place dans le présent relevé.

### 1.1. Le plan communal

Au plan communal, l'aide sociale est toujours régie par les dispositions de :

---

<sup>1</sup> Cf. Annexes II du présent rapport

- l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 concernant la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance (appelés offices sociaux depuis la loi RMG du 26 juillet 1986.)
- la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours.

Cette législation n'a connu aucun changement significatif depuis son origine. Malgré son obsolescence, elle conserve son utilité à l'égard des personnes qui ne remplissent pas les conditions d'octroi pour l'obtention d'une prestation au titre de la loi RMG du 29 avril 1999 et à l'égard de celles qui nécessitent une aide complémentaire dans certaines situations (« Hilfe in besonderen Lebenslagen »).

Le tableau ci-après donne un aperçu des montants des différentes catégories de dépenses tels qu'ils figurent aux budgets ordinaires des offices sociaux pour l'an 2001.

### Dépenses ordinaires budgétisées des offices sociaux en 2001

<b>Frais de fonctionnement des offices sociaux</b>	
Frais de personnel et jetons de présence	2702959,68
Frais administratifs et frais non libellés	823987,99
Total frais de fonctionnement	3526947,66
<b>Prestations aux indigents</b>	
Avance sur indemnité de chômage	252727,45
Assurance volontaire des indigents	398347,29
Avance RMG	3796493,67
Placement des indigents	5294256,31
Avance assurance dépendance	288795,96
Frais médicaux (hospitalisations et médicaments)	165682,24
Remb. à d'autres communes (domicile de secours)	819507,04
Secours permanents ou occasionnels	4344660,79
Autres dépenses	295642,53

Source : Ministère de l'Intérieur

En vertu de la loi sur le domicile de secours, le ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse rembourse partiellement aux offices sociaux les secours que ces derniers accordent aux indigents et des secours financiers qu'ils allouent en cas de placement d'enfants, de personnes âgées ou handicapées. En ce qui concerne les secours alloués par les offices sociaux aux indigents étrangers, l'Etat rembourse l'intégralité des sommes allouées. Ces différents modes de participation de l'Etat aux frais exposés par les communes sont souvent perçus par les pauvres indigènes, à tort ou à raison, comme étant injustes. Il n'est pas à exclure que les interventions en faveur des étrangers se font plus facilement et plus rapidement étant donné que le remboursement est assuré de façon quasi automatique. Il est à remarquer dans ce contexte que l'article 31, deuxième alinéa de la loi de 1897 sur le domicile de secours n'est pas appliqué.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> Cependant, si l'étranger a résidé au moins pendant trois mois dans la commune qui a fourni les secours, cette commune doit supporter deux cinquièmes des frais exposés par elle.

En 2000 et 2001 (les chiffres pour 2002 ne sont pas encore connus), ces remboursements s'élevaient à :

Année	Indigents indigènes	Indigents étrangers
2000	3.625.641 €	2.790.239 €
2001	3.139.306 €	2.114.039 €

Source : Service solidarité du ministère de la famille

La réforme de la législation sur le domicile de secours et sur les offices sociaux s'impose avec vigueur depuis de longues années. Il est en effet difficile de concevoir que dans un Etat de droit, épris de justice sociale, des personnes vivant dans la précarité, ne pouvant bénéficier du revenu minimum garanti, soient à la merci des décisions des offices sociaux qui apprécient souverainement s'il accordent un secours ou non. En outre, les offices sociaux des petites communes n'ont souvent qu'une activité réduite ou nulle.

Dans sa déclaration gouvernementale du 22 juillet 1994, le Gouvernement s'est engagé à mettre à l'étude « une étude sur une réforme des structures de l'aide sociale afin d'adapter celles-ci aux exigences d'un travail social moderne ». Cette intention est restée sans suite.

Le premier plan national d'action pour l'inclusion sociale de 2001 à 2003<sup>3</sup> reprend cette idée dans la proposition 63 : « Mise en place d'un groupe de réflexion en vue de préparer un projet de réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et de l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance. »

## **Conclusions des travaux du groupe de réflexion**

Le groupe de réflexion partage l'avis des rédacteurs du plan national d'action pour l'inclusion sociale pour conclure qu'une refonte complète des textes de 1846 et 1897 s'impose.

C'est pourquoi, il propose au Gouvernement d'inscrire au PAN Incl 2 (2003-2005) l'élaboration d'un projet de loi remplaçant la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et de l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance.

Il propose au Gouvernement l'approche suivante :

### **1) Conférer un droit à l'aide sociale, assorti d'un droit de recours.**

Le droit à l'aide sociale, à solliciter auprès de l'office social, engloberait les aspects suivants :

- information et accompagnement administratif ;
- affiliation à la sécurité sociale ;
- mise au travail ;
- placements en institution ;
- conseil et guidance (accompagnement social) ;

---

<sup>3</sup> Cf ANNEXE II

- avances sur prestations sociales ;
- aide « in besonderen Lebenslagen » (à apprécier par l'office social).

La possibilité d'une aide financière régulière pour les personnes ne remplissant pas les conditions d'octroi du revenu minimum garanti serait également à étudier, selon des modalités à garantir l'égalité de tous devant la loi tout en évitant d'éventuels abus. Le montant de cette aide représenterait un pourcentage du montant du revenu minimum garanti. Certaines communes, dont la Ville de Luxembourg, garantissent ainsi 80 % du revenu minimum garanti.

La question de la garde des biens confiés est également envisagée, les conditions restant à préciser.

Il convient de préciser que la liste des aides n'est pas exhaustive et que l'office social devrait rester libre de développer toute initiative, notamment préventive, répondant à son objet.

## **2) Détermination des bénéficiaires**

Les bénéficiaires de l'office social seraient les personnes domiciliées et résidant sur le territoire communal.

L'Etat devrait prévoir – lorsqu'ils n'en existent pas déjà - des mécanismes de prise en charge (à l'instar de l'accueil gérontologique) des personnes établies irrégulièrement, ainsi que des personnes hébergées dans un établissement médico-social.

## **3) Principe du domicile de secours**

Le principe du domicile de secours serait simplifié. Il suffirait – afin de permettre aux offices sociaux des petites communes d'adapter leur budget - de résider un an sur le territoire d'une commune, indépendamment des aides reçues, pour y acquérir son domicile de secours. Il faut noter que les représentants du Ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse ne sont pas convaincus de l'utilité de cette mesure.

## **4) Statut de l'office social**

L'office social aurait le statut d'établissement public communal (sous la surveillance de la commune et le contrôle de l'Etat), le conseil d'administration étant désigné par le conseil communal. L'établissement public devrait obligatoirement disposer de son personnel propre et qualifié, nommé par l'établissement public dans le statut de fonctionnaire ou d'employé communal. L'établissement public devrait pouvoir recourir à des ONG pour certaines missions.

## **5) Participation de l'Etat**

La participation de l'Etat devrait être simplifiée.

Si le Gouvernement l'invite à poursuivre ses travaux, le groupe de travail établira, sur la base des données dont il dispose, une proposition tenant compte :



1) des frais versés par l'Etat dans le cadre de la loi sur l'accueil gérontologique (+/- 4.926.000 à en 2002);

2) du remboursement par l'Etat aux communes des frais de placement des personnes en institution médico-sociale. En 2001, ce montant s'élève à 3.166.689 à pour les indigents indigènes et à 922.000 à pour les indigents étrangers.

## **6) Regroupements des offices sociaux**

Le groupe de travail propose d'envisager le regroupement des offices sociaux en bureaux régionaux, garantissant à la fois la proximité et un meilleur anonymat pour le demandeur.

Il propose de suivre les recommandations du plan directeur d'aménagement du territoire, lorsque celui-ci sera approuvé par la Chambre des Députés.

## **1.2. Le plan national**

Ci-après, les dispositions légales et r glementaires ayant pour objectif de lutter contre la pauvreté en vigueur ou continuant à sortir leurs effets étaient les suivantes:

### **a) La loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité.**

Cette loi a été modifiée par la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti qui y ajoute un article 17bis qui autorise les agents du fonds national de solidarité, dans l'exercice de leurs missions et munis des pièces justificatives de leurs fonctions, à se rendre au domicile des personnes ayant sollicité une prestation du fonds national de solidarité, afin de procéder à tous les examens, contrôles ou enquêtes jugés nécessaires pour déterminer si les conditions en vue de l'octroi de ces prestations se trouvent remplies.

### **b) La loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires par le fonds national de solidarité**

Cette loi n'a subi aucune modification. Le nombre de personnes ayant eu recours à cette loi étaient les suivants :

Année	Allocataires	Affaires refusées	Affaires en suspens	Dépenses	Recouvrement
2000	205	99	64	890 607,06	5 477,95
2001	207	68	51	1 052 357,59	28 284,65
2002	222	48	58	1 095 643,41	8 628,75

Source : Rapports d'activités FNS

### **c) Règlement du Gouvernement en Conseil du 18/02/1983 concernant l'allocation de chauffage**

Pour l'an 2000, le Gouvernement, suite à la flambée des prix des produits pétroliers, a consenti à l'octroi d'une allocation de chauffage aux personnes utilisant des combustibles liquides, d'électricité et de gaz.

A noter que les allocations de chauffage de 2001 ont été payées ensemble avec celles de l'exercice 2002 .

Année	Dépenses en €	Bénéficiaires
2000	2 650 000,00	5339
2001	2 767 060,00	5569
2002	2 767 060,00	4469

Source : Rapports d'activités FNS

### **d) La loi du 13 juin 1975 sur l'allocation compensatoire de vie chère**

Cette loi a été abrogée par la loi du 27 juillet 1986 (loi RMG originale). Elle continue néanmoins à sortir ses effets, tant que les attributaires ne bénéficient pas d'une prestation au titre du revenu minimum garanti.

Année	Dépenses en €	Bénéficiaires
2000	1 622 219,21	1889
2001	1 438 378,75	1683
2002	1 304 639,01	1542

Source : Rapports d'activités FNS

### **e) La loi du 16 avril 1979 portant création d'une allocation spéciale pour personnes gravement handicapées**

La loi du 19 juin 1998 portant création d'une assurance dépendance a abrogé l'allocation spéciale. Les attributaires continuent à en bénéficier tant qu'ils ne sont pas devenus bénéficiaires d'une prestation au titre de l'assurance dépendance.

Année (décembre)	Dépenses	Bénéficiaires
2000	16 469 328,58	2377
2001	12 238 382,54	1993
2002	10 811 475,84	1715

Source : Rapports d'activités FNS

Cette loi n'est à proprement parler pas une loi destinée à lutter contre la pauvreté dans la mesure où le critère d'octroi n'est pas la situation de revenu et de fortune, mais l'existence d'un handicap.

**f) Loi du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers du jour psychogériatriques.**

Année (décembre )	Bénéficiaires	Dépenses
2000	?	2 566 928,10
2001 <sup>4</sup>	539	11 302 948,22
2002	723	4 926 848,34

Source : Rapports d'activités FNS

**g) La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

Année <sup>5</sup>	Dépenses
2000	60 870 008,92
2001	72 755 868,25
2002	79 372 638,93

Source : Rapports d'activités FNS

Incontestablement, la loi modifiée du 29 avril 1999, qui a remplacé la loi originale du 26 juillet 1986, reste le pivot de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Entrée en vigueur le 1er mars 2000, elle a introduit les changements principaux suivants :

### **Revalorisation des mesures d'insertion**

La nouvelle loi met davantage en exergue les mesures actives (notamment les efforts d'intégration que les bénéficiaires du revenu minimum garanti doivent fournir eux-mêmes) par rapport aux mesures passives.

Ainsi, la participation aux activités d'insertion sociale et professionnelle, dénommées d'après l'ancienne loi « mesures sociales complémentaires » est élevée au rang d'une condition d'octroi d'une prestation au titre du revenu minimum garanti. En effet, tout requérant d'une telle prestation, jugé apte au travail, doit impérativement demander à participer aux activités d'insertion pour maintenir son droit à une prestation RMG (indemnité d'insertion et/ou allocation complémentaire). Seuls les requérants qui ne sont pas aptes, ni pour le marché normal du travail, ni pour les activités d'insertion prévues par la loi RMG, ainsi que ceux qui en sont dispensés en vertu d'une disposition légale, ont droit à l'allocation complémentaire.

La participation du bénéficiaire à une activité d'insertion professionnelle est rémunérée suivant les barèmes du salaire social minimum. Cette rémunération donne également droit à l'affiliation au régime de pension. En outre, l'indemnité

<sup>4</sup> En 2001, le FNS a payé les arrérages dus à partir du premier janvier 1999.

<sup>5</sup> Données du FNS. En ce qui concerne le nombre de bénéficiaires, voir la partie statistique ci-après.

d'insertion n'est prise en considération, pour la détermination des ressources, que moyennant une immunisation correspondant à 20 % du revenu minimum garanti auquel le bénéficiaire (ou sa communauté domestique) a droit. Le service national d'action sociale est l'organisme compétent pour les dispositions concernant l'indemnité d'insertion.

### **Abaissement de la condition d'âge**

Celle-ci est abaissée de trente à vingt-cinq ans. Les dérogations pour les personnes qui élèvent un enfant et pour les personnes qui sont inaptes à gagner leur vie dans les limites prévues par la loi sur le RMG (c'est-à-dire les personnes incapables de trouver un emploi sur le marché normal du travail) sont maintenues.

### **Abaissement de la condition de la durée de résidence**

Cette condition est également abaissée de dix à cinq ans. Les personnes jouissant du statut de réfugié politique ou d'apatride n'ont pas besoin de remplir cette condition.

### **Simplification de la prise en compte de l'obligation alimentaire**

La détermination des ressources d'un requérant ou de son ménage ne tient plus compte de l'obligation alimentaire des enfants à l'égard de leurs parents.

### **Abandon, pour le parent qui élève un enfant de moins de six ans, de la dispense de participation aux activités d'insertion professionnelle**

La loi élimine ce piège à la pauvreté qui concernait principalement les femmes. En effet, si les soins, l'éducation et la garde de l'enfant sont assurés, le parent qui l'élève doit participer, dans son propre intérêt, à des activités d'insertion professionnelle.

### **Immunisation du revenu professionnel de l'enfant bénéficiaire du RMG**

Pour la détermination des ressources d'un ménage, les revenus professionnels d'un enfant ne sont pas pris en considération jusqu'à concurrence du revenu minimum garanti pour un adulte seul à condition que l'enfant n'ait pas encore atteint l'âge de vingt-cinq ans.

### **Autres modifications**

Enfin, la loi retient des règles plus précises et plus favorables en ce qui concerne la fixation des prestations en nature et pose le principe du non-remboursement de l'indemnité d'insertion. En outre, la prise en compte des charges de loyer à payer se fait suivant un mode plus favorable.

## Evolution de la loi du 29 avril 1999

Tout comme la loi originale de 1986, la nouvelle loi de 1999 subit périodiquement des modifications et des adaptations. Celles-ci sont au nombre de 4 et en mai 2003, un nouveau projet de loi portant modification de la loi RMG a été déposé à la Chambre des Députés.

a) La première modification, opérée par le règlement grand-ducal du 16 janvier 2001, a augmenté les montants du revenu minimum garanti de 3,1 % dans la foulée de l'augmentation du salaire social minimum.

b) Deux autres règlements grand-ducaux sont entrés en vigueur le 16 janvier 2001 ; le premier a fixé les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 et le deuxième a organisé la participation à des stages en entreprise des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion.

c) La loi du 21 décembre 2001 a modifié l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 en abrogeant la condition de la durée de résidence de cinq ans pour les ressortissants luxembourgeois ou d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ou d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ainsi que pour les personnes reconnues apatrides sur base de l'article 23 de la convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, ou reconnues réfugiées politiques au sens de l'article 23 de la Convention relative au statut de réfugié politique, faite à Genève le 28 juillet 1951. Tous les autres requérants, notamment les ressortissants de pays tiers à l'Union Européenne, doivent résider au Grand-Duché de Luxembourg pendant cinq ans au moins au cours des vingt dernières années.

L'adoption de cette loi constitue la réponse du Gouvernement à l'avis motivé de la Commission de l'Union Européenne qui est arrivée à la conclusion « que l'imposition d'une condition de durée de résidence au Grand-Duché ( soit 10 ans en vertu de la loi de juillet 1986, soit de 5 ans en vertu de la nouvelle loi d'avril 1999 ) pour l'octroi du revenu minimum garanti aux ressortissants des autres Etats membres enfreint le principe d'égalité de traitement, tel qu'inscrit à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (CEE) no 1612/68 relatif à la libre circulation des travailleurs salariés, aussi qu'à l'article 43 du traité CE en ce qui concerne les travailleurs non-salariés ».

### **h) La loi du 28 juin 2002 : 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension; 2. portant création d'un forfait d'éducation ; 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

Le point 3 de cette loi représente la contribution de l'aide sociale à la recherche de solutions aux problèmes des rentes dites «de misère ». Cet apport, subsidiaire à celui des régimes de sécurité sociale, entend apporter une réponse appropriée au problème des pensions de faible niveau dans le respect de l'accord de coalition gouvernementale PCS-PDL de 1999 qui prévoit en l'occurrence : «D'autre part, la position de principe de garantir le financement du système n'exclut pas des adaptations en faveur de personnes, souvent démunies, bénéficiant de rentes dites «de misère». Cependant les solutions au problème ne seront pas du domaine de

l'assurance pension mais du domaine de la solidarité sociale et donc du budget de l'Etat par le biais de compléments qui sont octroyés aux assurés en cause.»

Malgré les améliorations apportées à l'assurance pension, les pensions de faible niveau - inférieures au revenu minimum garanti pour une personne seule - ne pourront être totalement éradiquées, dans la mesure où elles restent tributaires de la durée et du montant des cotisations pendant la vie active. A moins de disposer d'autres ressources - à titre personnel ou ensemble avec d'autres personnes vivant dans leur ménage - les titulaires de telles pensions recourent souvent à l'aide sociale.

Dans la mesure où l'aide sociale, en tant que dispositif subsidiaire à la sécurité sociale, est entièrement financée par les deniers publics et s'adresse à toute personne dont les ressources sont insuffisantes pour vivre dignement, la loi du 28 juin 2002 ne déroge pas au principe fondamental de toute aide sociale, consistant à vérifier si la personne à aider est effectivement dans le besoin. Par souci d'équité, cette vérification doit se faire pour chacun suivant des règles identiques, notamment sur le plan des conditions d'octroi, de la détermination des ressources, des droits et devoirs et de la restitution.

En outre, cette loi ne favorise pas les personnes retraitées par rapport aux personnes qui s'adonnent à un travail rémunéré soit sur le marché normal du travail, soit dans le cadre de mesures d'insertion professionnelle. Au contraire, il s'agit de favoriser toute activité qui donne lieu à une affiliation à la sécurité sociale pour éviter, dans la mesure du possible, que ne soient générées des retraites insuffisantes.

La loi du 28 juin 2002 amende la loi RMG du 29 avril 1999 sur trois points :

1. En ce qui concerne la détermination des ressources du requérant du revenu minimum garanti, les revenus professionnels et les revenus de remplacement au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère tels que prévus au quatrième alinéa de l'article 19 de la loi du 29 avril 1999 sur le revenu minimum garanti sont immunisés jusqu'à concurrence de 30 % au lieu de 20 % du revenu garanti à la communauté domestique.

2. Pour l'application de l'article 21 de la loi du 29 avril 1999, les requérants ne sont plus obligés de demander l'aide alimentaire à leurs ascendants en ligne directe s'ils ont atteint l'âge de trente ans.

3. En ce qui concerne la restitution des montants versés à titre d'allocation complémentaire, le projet de loi propose d'immuniser de l'actif de la succession du bénéficiaire décédé, un montant de 29.747 € (nombre indice 100) (179.419 € 7.237.745 LUF) dans l'intérêt des successeurs en ligne directe.

En dernier lieu, cette loi regroupe, pour des raisons de clarté et de transparence, toutes les dispositions régissant la restitution de l'allocation complémentaire, y comprises celles qui sont actuellement inscrites à l'article 23 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

**i) Le règlement grand-ducal du 28 février 2003 portant nouvelle fixation des montants du revenu minimum garanti prévus à l'article 5 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

En application du paragraphe (6) de l'article 5 de la loi modifiée du 29 avril 1999, ce règlement grand-ducal a augmenté les montants du revenu minimum garanti de 3,5 %.

Ce règlement grand-ducal (comme celui de 16 janvier 2001) a été nécessaire afin d'éviter que l'augmentation des pensions et rentes de 3,5% au premier janvier 2003 suite à la loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001 et modifiant le Code des assurances sociales et la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension, ainsi que le relèvement des taux du salaire social minimum, prévu par la loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, ne soient annihilés dans le chef des bénéficiaires du revenu minimum garanti qui disposent de revenus de remplacement ou de revenus professionnels.

**j) Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999.**

Ce projet de loi a été déposé le 19 mai 2003 à la Chambre des Députés. Ce projet est devenu nécessaire afin de réaliser quatre mesures inscrites au premier plan national d'action pour l'inclusion sociale.

« 7. Prévoir dans la loi RMG, des aides financières pour les employeurs du secteur marchand ou non marchand embauchant, moyennant un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée, un bénéficiaire du revenu minimum garanti soumis aux mesures d'insertion professionnelle; ceci afin de permettre aux personnes bénéficiant d'une mesure d'insertion dans le cadre de la législation sur le RMG d'être le plus rapidement possible intégrées dans le marché du travail, si leurs capacités le permettent. »

« 17. Dans le cadre de l'article 10 (3) de la loi RMG, il y a lieu de développer les formations destinées à l'acquisition ou au perfectionnement d'une qualification professionnelle :

- Intensifier les collaborations SNAS - Service de la Formation Professionnelle.
- Introduire les dimensions du " bilan des compétences " et " évaluation des compétences professionnelles " avant et après les formations. »

« 18. Pour ce qui est de la formation en cours d'occupation , il est proposé d'accorder à cette mesure le statut d'activité d'insertion à part entière et d'étendre l'accès à cette mesure aux requérants de l'indemnité d'insertion qui n'ont pas pu terminer leur formation scolaire et professionnelle et dont la situation financière et/ou familiale ne leur permet pas de la terminer par la voie normale. »

« La loi RMG institutionnalise le Comité interministériel à l'action sociale. En tant qu'organe de coordination de tous les services chargés de l'exécution de la loi il a pour mission de garantir une approche intégrée de l'exclusion en veillant à la cohérence de leurs interventions.

Cette même loi prévoit le Conseil supérieur de l'action sociale dans sa fonction de «forum» réunissant toutes les parties intéressées dans le domaine de l'exclusion sociale.

La composition et les compétences de ces deux organismes seront élargies. »

Outre ces amendements dictés par le plan inclusion, le projet prévoit des adaptations et précisions de texte afin de tenir compte de l'expérience faites sur le terrain depuis le 1<sup>er</sup> mars 2000.

Les principales modifications sont les suivantes :

- L'article 3, qui détermine les personnes qui ne peuvent pas prétendre au bénéfice d'une prestation RMG, est précisé et complété, notamment en ce qui concerne les personnes bénéficiant des effets de la loi du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté, ainsi que les personnes ayant été licenciées pour fautes graves ;
- La durée de suspension du droit au RMG est limitée à trois mois ;
- Le contenu du contrat d'insertion est précisé ;
- Les motifs pouvant justifier une dispense des mesures d'insertion professionnelle sont complétés ;
- La faute grave, commise pendant le déroulement des mesures d'insertion professionnelle, peut être sanctionnée plus rapidement ;
- L'allocation complémentaire des bénéficiaires affiliés pendant 25 ans au moins à la sécurité sociale, est soumise également au paiement des cotisations en matière d'assurance pension.



# Statistiques administratives

Les statistiques qui vont suivre sont basées en priorité sur

- les fichiers du Fonds national de solidarité (FNS), gérés au Centre informatique de la Sécurité sociale (CISS),
- les rapports annuels de l'Inspection générale de la Sécurité Sociale (IGSS) concernant les données du FNS, fournies par le CISS,
- les rapports annuels du Service national d'action sociale (SNAS) regroupant les données du FNS/CISS, de l'IGSS et du SNAS.

# Statistiques générales

## Nombre de bénéficiaires

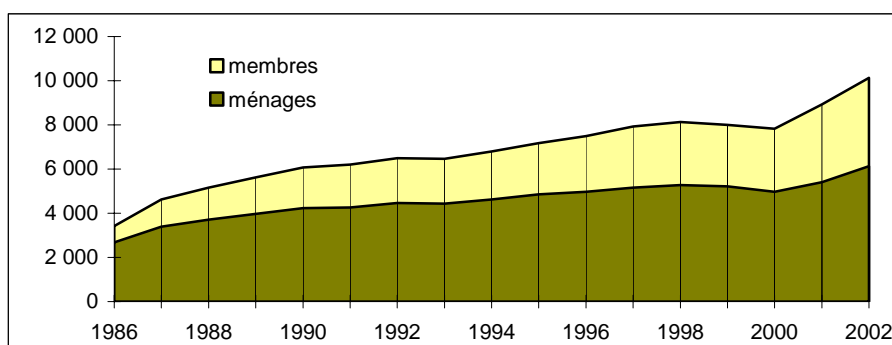
Depuis l'entrée en vigueur de la loi portant création du RMG en 1986, le nombre des ménages et des personnes bénéficiaires au mois de décembre des années respectives a évolué de la façon suivante:

**Figure 1. Nombre de bénéficiaires au 31 décembre des années respectives**

	CDP <sup>6</sup>		FNS		TOTAL	
	ménages	personnes <sup>7</sup>	ménages	personnes	ménages	personnes
1986	1 066	1 066	1 609	2 349	2 675	3 415
1987	1 192	1 192	2 195	3 433	3 387	4 625
1988	1 318	1 318	2 398	3 846	3 716	5 164
1989	1 313	1 313	2 662	4 304	3 975	5 617
1990	1 370	1 370	2 856	4 709	4 226	6 079
1991	1 459	1 459	2 802	4 746	4 261	6 205
1992	1 586	1 586	2 883	4 903	4 469	6 489
1993	1 565	1 565	2 867	4 902	4 432	6 467
1994	1 547	1 547	3 075	5 257	4 622	6 804
1995	1 583	1 583	3 273	5 596	4 856	7 179
1996	1 609	1 609	3 366	5 877	4 975	7 486
1997	1 596	1 596	3 562	6 337	5 158	7 933
1998	1475	1475	3 797	6 662	5 272	8 137
1999	1267	1267	3 950	6 729	5 217	7 996
2000	975	975	3 991	6 849	4 966	7 824
2001	-	-	5 413	8 928	5 413	8 928
2002	-	-	6 125	10 136	6 125	10 136

Fichiers FNS/CDP

**Figure 2. Evolution du nombre de bénéficiaires**



Fichiers FNS/CDP

Il ressort de ces chiffres, que le nombre des ménages, tout comme celui des personnes bénéficiaires du RMG, a augmenté régulièrement de 1986 à 2002, en passant de 2 675 à 6 125 unités, respectivement de 3 415 à 10 136 personnes.

<sup>6</sup> CDP = Caisses de pension / FNS = Fonds national de solidarité

<sup>7</sup> Comme la composition des ménages des titulaires de pension bénéficiaires d'un complément RMG n'était pas enregistrée dans le fichier CDP, il n'était pas possible de déterminer le nombre exact de personnes bénéficiaires du RMG avant 2001. Le nombre de personnes bénéficiaires du fichier CDP fut estimé égal au nombre de ménages de ce fichier. A partir de 2001, tous les dossiers de bénéficiaires sont repris dans le seul fichier FNS, ce qui permet dorénavant d'avoir des chiffres plus précis des membres bénéficiaires.

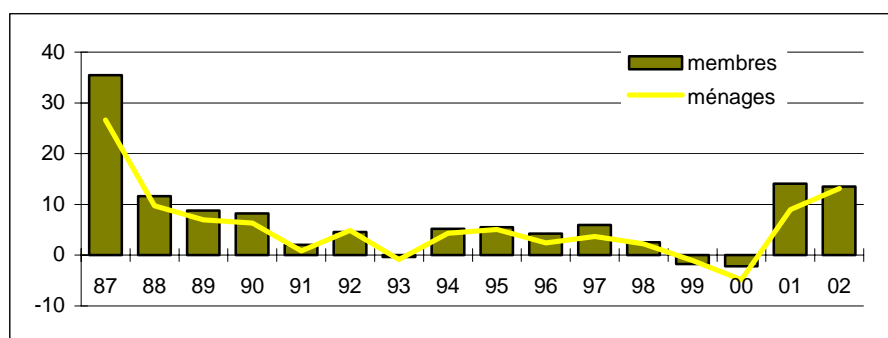
Dans la progression du nombre de bénéficiaires au fil des années, des périodes d'accélération (de 1986–1990, de 1993-1997 et à partir 2000) alternent avec des périodes de ralentissement, de stagnation voire même de régression. Depuis 2000, nous pouvons constater une accélération considérable, probablement due à l'abaissement de la condition d'âge et de la durée de résidence par la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti qui remplace l'ancienne loi RMG de 1986, à l'abolition de la condition de résidence pour les communautaires de l'UE par la loi du 21 décembre 2001 et à l'augmentation de la tranche immunisable de 20 à 30 % de certains revenus par la loi du 28 juin 2002 : 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension; 2. portant création d'un forfait d'éducation ; 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

**Figure 3. Progression en % du nombre de bénéficiaires (a)**

	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02
<b>MENAGES</b>	26,6	9,7	7,0	6,3	0,8	4,9	-0,8	4,3	5,1	2,5	3,7	2,2	-1,0	-4,8	9,0	13,2
<b>PERSONNES</b>	35,4	11,7	8,8	8,2	2,1	4,6	-0,3	5,2	5,5	4,3	6,0	2,6	-1,7	-2,2	14,1	13,5

Fichiers FNS/CDP

**Figure 4. Progression en % du nombre de bénéficiaires (b)**



Fichiers FNS/CDP

## Pourcentage par rapport à la population

Par rapport au nombre total des ménages<sup>8</sup> du Grand-Duché de Luxembourg, la proportion des ménages bénéficiaires du RMG au 31/12/2002 était d'environ 3,56 %. Comparée au nombre total de la population résidente<sup>9</sup>, la proportion des personnes bénéficiaires était de 2,31 % en décembre au 31/12/2002. La proportion des ménages bénéficiaires est donc beaucoup plus importante que celle des personnes bénéficiaires. Ce phénomène s'explique par le fait que la taille moyenne des ménages bénéficiaires est en général plus petite que celle de la moyenne des ménages du pays; en effet, la grande majorité des ménages bénéficiaires sont des ménages à une personne seule (cf. chapitre suivant).

<sup>8</sup> Nombre de ménages : 171953 (STATEC : recensement du 15/02/2001).

<sup>9</sup> Population résidente : 439539 (STATEC : recensement du 15/02/2001).

## Les entrées et sorties

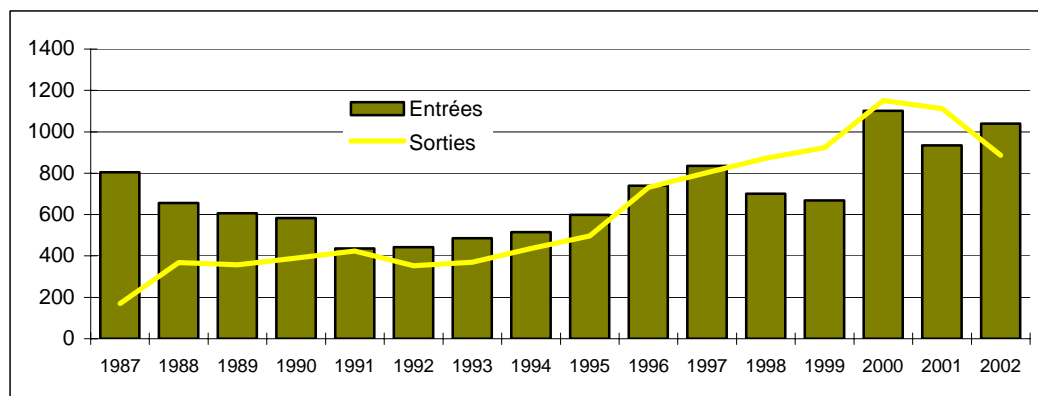
Le tableau qui suit fournit le détail des entrées et sorties des bénéficiaires depuis 1987 (les données de 1986 font défaut). Par « entrée », il faut comprendre le nombre des nouvelles allocations pour une période donnée, tandis que les « sorties » qualifient le nombre de dossiers arrivés à terme quelles qu'en soient les raisons. Ne sont pas compris les refus, c'est-à-dire les requêtes qui n'ont pas donné lieu à une allocation du RMG.

**Figure 5. Les entrées et sorties annuelles**

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
entrées	805	656	597	583	437	442	486	515	599	740	836	701	668	1101	935	1039
sorties	170	368	357	390	424	353	370	436	497	731	803	872	923	1151	1112	887

Fichiers FNS/CDP

**Figure 6. Evolution des entrées et sorties**



Fichiers FNS/CDP

Il est intéressant de constater que le nombre des entrées et le nombre des sorties se sont rapprochés d'année en année jusqu'en 1997, ce qui confirme la prévision faite au rapport de 1996 que le nombre absolu de bénéficiaires était en train de se stabiliser. En 1998 et en 1999, les sorties ont même dépassé les entrées. Pourtant, depuis 2000, cette évolution s'est renversée et nous observons ici le phénomène déjà relevé plus haut concernant la progression du nombre de bénéficiaires.

## Caractéristiques des ménages bénéficiaires

### Structures familiales

**Figure 7. Répartition proportionnelle des ménages du RMG selon leur structure**

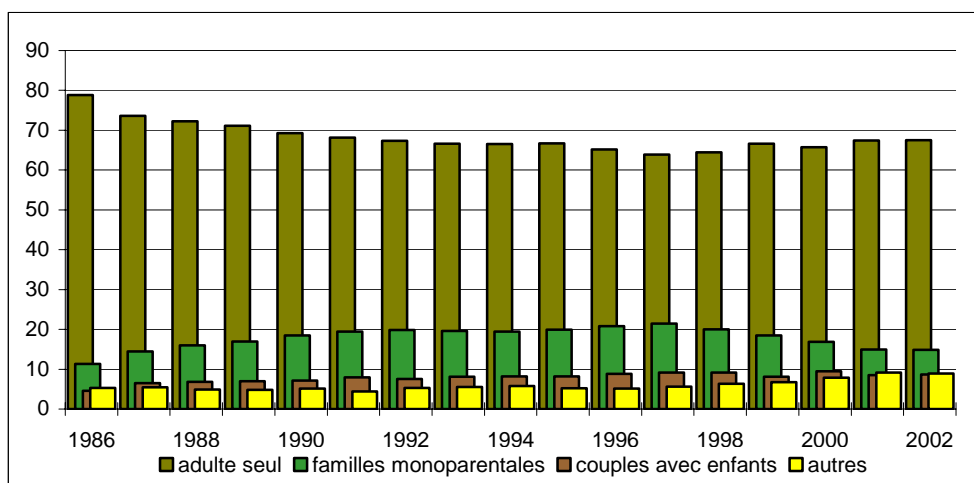
Type de ménage	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
adulte seul sans enfant	78,8	73,6	72,2	71,1	69,3	68,1	67,3	66,7	66,5	66,7	65,2	63,9	64,4	66,6	65,7	67,4	67,5
familles monoparentales	11,3	14,4	16,0	17,0	18,5	19,5	19,8	19,6	19,5	19,9	20,8	21,4	20,0	18,5	16,9	14,9	14,9
couples avec enfants	4,6	6,5	6,8	7,0	7,1	8,0	7,5	8,1	8,2	8,2	8,8	9,1	9,2	8,2	9,5	8,5	8,7
autres	5,3	5,5	4,9	4,8	5,1	4,4	5,3	5,6	5,8	5,2	5,2	5,6	6,4	6,8	7,8	9,1	8,9
Total fichier FNS	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Fichier FNS

Jusqu'en 2000, le fichier CDP ne comprenait pas d'informations sur la composition des ménages bénéficiaires. Voilà pourquoi, les caractéristiques concernant ces

années ne sont valables que pour la population des bénéficiaires du fichier FNS. A partir de 2001, les données des CDP sont intégrées au fichier FNS.

**Figure 8. Rapports proportionnels entre les différentes catégories de ménage**



Fichiers FNS

Depuis l'entrée en vigueur de la loi, les personnes isolées sans enfant ont constitué la grande majorité des bénéficiaires. Par rapport à leur part dans la population du Grand-Duché de Luxembourg (25,5 % suivant le recensement de 1991), elles sont nettement sur-représentées. Une situation similaire a d'ailleurs également été constatée dans nos pays voisins. Est-ce à dire que les personnes isolées sont plus exposées aux risques de pauvreté? Ou est-ce que les dispositions de la loi favorisent davantage les requérants isolés à certains points de vue (taux de base, condition de résidence, mise en compte de revenus)?

Une deuxième constatation concerne les familles monoparentales. Leur part dans la population des ménages bénéficiaires du RMG avait augmenté jusqu'en 1991, puis gardé un certain niveau jusqu'en 1997 (21,4%). Depuis, elle a continuellement diminué pour se stabiliser à nouveau en 2001 à 14,9%. Malgré cette diminution, les familles monoparentales sont toujours très nettement sur-représentées par rapport à leur part dans la population du pays (1,5 % suivant le recensement de 1991).

Vis-à-vis de ces deux catégories, les autres types de ménage ne jouent qu'un rôle secondaire. Ainsi, les couples avec enfants sont largement sous-représentés par rapport à leur proportion dans la population du pays.

## Relations de parenté

Le tableau qui suit donne un aperçu sur les liens de parenté entre les allocataires du fichier FNS et les autres membres de leur ménage. Parmi ces derniers figurent également des personnes qui ne sont pas elles-mêmes bénéficiaires du RMG parce qu'elles ne remplissent pas ou pas encore les conditions, mais dont les revenus peuvent être pris en considération pour la détermination du complément.

La majeure partie des membres est apparentée à l'attributaire. En 2002, les enfants représentaient 69,3 % et les conjoints 19,8 % du total des membres non-attributaires. Le nombre de personnes sans lien de parenté avec l'attributaire était de 6,3 %.

**Figure 9. Relations de parenté entre l'attributaire<sup>10</sup> et les autres membres**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>conjoint</b>	15,6	15,4	13,6	13,4	13,2	12,3	13,4	13,2	14	13,0	13,7	13,8	14,6	15,9	17,5	20,2	19,8
<b>fil(s)/fil(le)</b>	74,7	76,3	78,2	78,1	78,5	78,8	76,7	77,1	76,1	77,2	76,0	75,7	74,3	73,0	71,5	69,6	69,3
<b>père/mère</b>	0,4	0,4	0,8	0,8	1,3	1,3	1,5	1,2	1,4	1,4	2,0	2,0	2,7	2,2	2,5	2,5	2,4
<b>(beau)-frère/(belle)-soeur</b>	1,9	2	1,6	1,4	1,3	1,4	1,1	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,7	0,8	0,9	0,6	0,7
<b>petit-fils/petite-fille</b>	2	1,3	1,3	1,1	1,1	1	0,8	1,1	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	1,0	1,1	1,0	0,9
<b>autres liens de parenté</b>	0,5	0,4	0,6	0,6	0,5	0,7	0,6	0,6	0,8	0,6	0,5	0,5	0,5	0,8	1,0	0,9	0,7
<b>pas de lien de parenté</b>	4,8	4,3	3,9	4,7	4,1	4,5	5,9	5,6	5,9	5,8	6,1	6,1	6,2	6,3	5,6	5,2	6,3

Fichier FNS

## Caractéristiques des personnes bénéficiaires

### L'âge

Dans le tableau ci-dessous, les bénéficiaires des deux fichiers sont classés selon des groupes d'âge de 5 ans.

**Figure 10. Répartition par groupes d'âge des bénéficiaires des 2 fichiers (en %)**

Groupes	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>00-04</b>	4,5	6,4	6,9	7,2	7,4	7,3	7,1	7,0	6,5	6,8	6,8	6,9	7,1	7,6	6,1	6,1	5,9
<b>05-09</b>	4,5	5,8	6,7	7,2	7,7	8,2	8,4	8,6	8,8	8,7	8,7	8,9	8,4	8,0	8,6	9,3	9,1
<b>10-14</b>	4,5	5,2	5,7	6,1	6,0	6,3	6,4	6,6	6,7	6,8	6,8	7,3	7,0	6,4	6,8	7,1	6,8
<b>15-19</b>	4,5	4,4	3,6	3,5	3,9	4,0	3,7	3,5	3,8	4,0	4,0	4,9	5,1	4,7	4,9	5,1	5,5
<b>20-24</b>	5,2	4,8	4,5	4,2	4,2	4,0	3,6	3,6	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,4	3,4	3,1	4,1
<b>25-29</b>	5,2	5,0	4,9	4,9	5,1	5,3	5,6	5,5	4,8	4,7	4,7	4,1	4,2	4,2	4,1	4,3	4,8
<b>30-34</b>	5,4	6,9	7,5	7,9	7,7	7,9	7,9	8,0	8,8	8,5	8,5	8,7	8,5	7,7	6,7	6,2	6,2
<b>35-39</b>	5,4	6,3	6,9	7,3	7,3	7,4	8,1	8,9	9,2	9,1	9,1	8,3	8,7	8,4	8,2	8,1	8,4
<b>40-44</b>	4,5	5,7	6,0	6,0	6,1	6,7	6,4	6,2	7,2	7,8	7,8	8,2	8,5	8,7	7,7	7,7	8,3
<b>45-49</b>	5,7	5,9	5,9	5,6	5,4	5,4	5,3	5,2	5,5	6,0	6,0	7,0	6,5	6,9	7,3	7,7	7,7
<b>50-54</b>	5,5	5,9	5,4	5,9	6,0	6,0	6,2	5,9	5,5	5,3	5,3	5,3	5,7	6,7	7,2	6,9	6,6
<b>55-59</b>	5,4	5,9	5,8	5,8	5,9	5,3	5,3	5,3	5,4	5,6	5,6	5,7	6,0	6,0	6,0	6,2	5,9
<b>60-64</b>	6,2	5,4	5,2	5,1	5,4	5,4	5,1	5,4	5,2	5,3	5,3	5,1	5,1	5,4	6,1	5,9	5,6
<b>65-69</b>	6,1	5,4	5,5	5,6	5,1	4,7	4,8	4,8	4,6	4,4	4,4	4,4	4,4	4,5	5,0	5,0	4,7
<b>70-74</b>	7,4	5,2	4,7	4,2	4,3	4,6	4,7	4,8	4,5	4,0	4,0	3,7	3,8	3,6	4,0	4,2	3,7
<b>75-79</b>	7,7	5,8	5,6	5,0	4,8	4,3	3,9	3,4	3,2	3,4	3,4	3,4	3,3	3,2	3,1	2,9	2,8
<b>80-84</b>	6,6	5,3	5,1	4,6	4,1	3,9	3,8	3,9	3,5	3,2	3,2	2,3	1,9	1,9	2,2	2,0	1,9
<b>85-89</b>	4,0	3,2	2,7	2,7	2,6	2,3	2,5	2,6	2,4	2,2	2,2	1,7	1,7	1,7	1,7	1,5	1,1
<b>&gt;90</b>	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	0,9	0,7	0,8
<b>Total</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Fichiers FNS/CDP

Les différents groupes d'âge n'ont pas évolué de la même façon depuis 1986. De façon générale, les tendances suivantes peuvent être constatées :

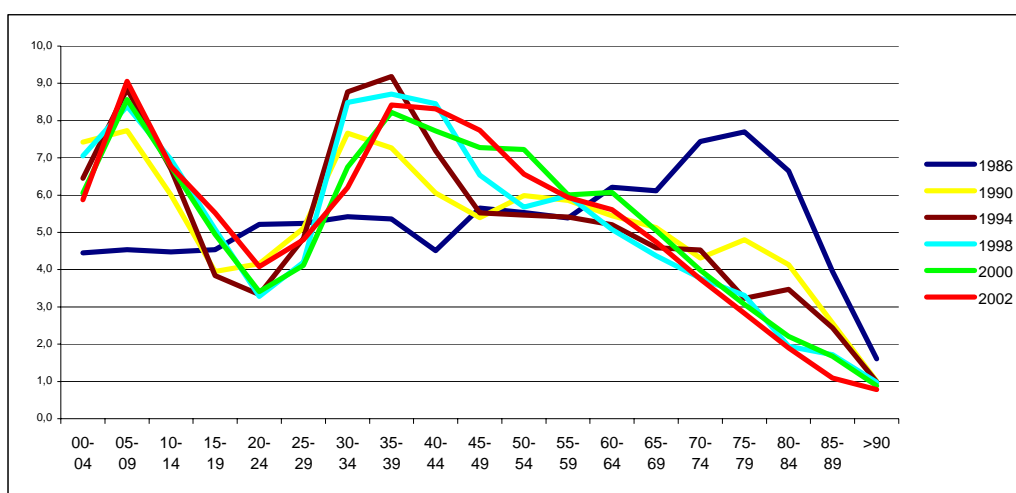
- le groupe d'âges de 5 à 9 ans est, depuis des années le groupe le plus représenté ;
- il est directement suivi du groupe des bénéficiaires âgés entre 35 et 39 ans ;

<sup>10</sup> L'attributaire est la personne au titre de laquelle le droit au RMG est ouvert.

- le groupe d'âges de 30 et 34 ans, qui avait gagné en importance jusqu'en 1994, a diminué par la suite en faveur des bénéficiaires âgés entre 40 et 49 ans ;
- les groupes d'âge de >70 ans, fortement représentés dans les premières années suivant la mise en vigueur du droit au RMG, ont nettement diminué.

Le graphique illustre de façon impressionnante un autre phénomène relevé déjà en 1996: les groupes d'âges de 15 à 30 ans constituent les groupes les moins représentés. Leur évolution se distingue fortement des groupes d'âge avoisinants. Ce sont les âges de transition entre le début de la majorité et l'âge requis pour pouvoir prétendre au RMG. Même l'abaissement de la condition d'âge de 30 à 25 ans par la loi modifiée du 29 avril 1999 n'a guère changé cette situation.

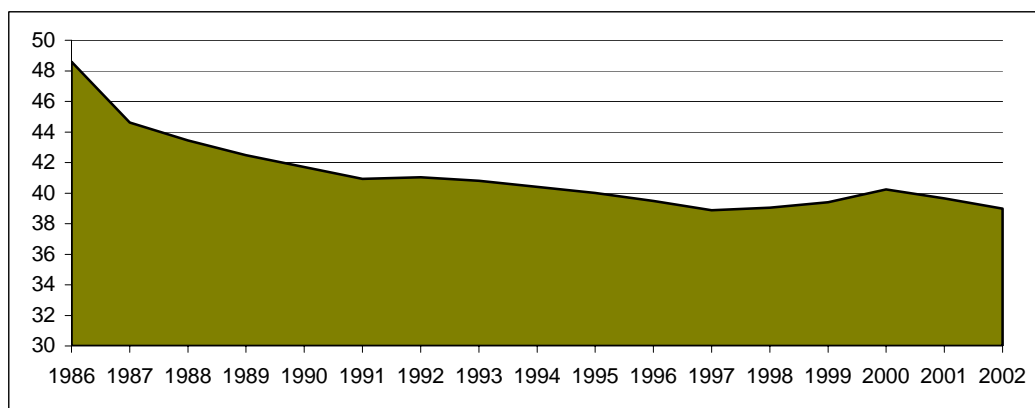
**Figure 11. Evolution proportionnelle des groupes d'âge**



Fichiers FNS/CDP

A partir des données du tableau ci-avant, on peut calculer l'âge moyen de tous les bénéficiaires. Le résultat est le suivant:

**Figure 12. Evolution de l'âge moyen général**



Fichiers FNS/CDP

La population des bénéficiaires a rajeuni d'année en année jusqu'en 1997. Depuis elle semble se stabiliser autour de 39 ans.

## Le sexe

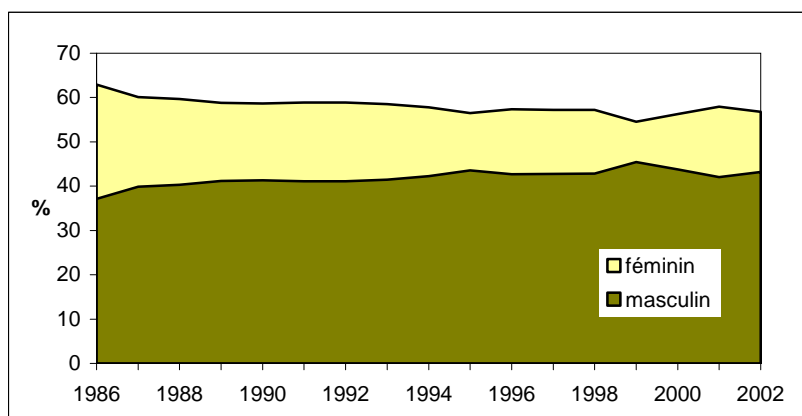
Sur le total des bénéficiaires du RMG (FNS+CDP), la répartition des bénéficiaires suivant le sexe a évolué de la façon suivante:

**Figure 13. Répartition des bénéficiaires des fichiers FNS+CDP suivant le sexe**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>masculin</b>	37	40	40	41	41	41	41	41	42	44	43	43	43	45	44	42	43
<b>féminin</b>	63	60	60	59	59	59	59	59	58	56	57	57	57	55	56	58	57
<b>TOTAL</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Fichiers FNS/CDP

**Figure 14. Evolution des proportions entre les sexes**



Fichiers FNS/CDP

## La nationalité

Jusqu'en 2000, les seules données disponibles pour étudier le rapport des différentes nationalités des bénéficiaires du RMG, étaient celles des bénéficiaires majeurs du fichier FNS. A partir de 2001, tous les dossiers de bénéficiaires sont intégrés au fichier FNS, ce qui permet dorénavant d'avoir une vue plus complète des nationalités.

**Figure 15. Nationalité des bénéficiaires majeurs du fichier FNS**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>PAYS DE L'U.E.</b>																	
Allemagne	33	43	53	57	63	70	76	81	90	92	99	101	113	106	121	157	186
Autriche	2	2	2	2	1	1	1	2	3	3	2	3	3	4	4	7	8
Belgique	28	45	47	55	60	57	60	64	71	72	74	75	88	94	94	133	151
Danemark	1	1	1	0	0	0	0	0	0	1	2	2	1	1	1	2	1
Espagne	4	8	11	14	19	15	17	17	17	16	14	15	17	23	26	48	47
Finlande																1	1
France	32	53	61	78	82	85	102	104	116	138	136	165	181	184	204	274	319
Grèce	1	1	1	1	1	1	1	2	2	1	1	1	1	3	3	3	5
Irlande	0	0	0	0	0	0	0	0		1	1	1	1	5	5	10	12
Italie	83	116	132	156	178	166	159	163	192	220	219	248	251	266	286	368	397
Luxembourg	1519	2038	2195	2374	2530	2491	2525	2534	2687	2811	2851	2971	3103	3164	2977	3813	4127
Pays-Bas	4	7	9	10	15	10	9	10	8	17	17	18	19	25	21	34	40
Portugal	45	111	136	189	202	196	217	206	241	246	292	338	413	452	572	886	1103
Royaume-Uni				1			2	3	3	5	3	4	6	7	7	14	18
Suède																	0



	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>AUTRES EUROPE</b>																	
Suisse	1	2	2	1	2	2	2	1		1	3	3	3	3	2	2	3
Ex-Yougoslavie	1	5	9	10	14	17	16	15	17	15	26	23	36	44	97	199	226
Bosnie-Herzégovine													2	3	60	88	112
Croatie															2	12	13
<b>AUTRES PAYS</b>																	
Brésil	1	1	1	1	2	2	2	3	4	3	4	3	3	3	4	7	7
Cap Vert	3	6	9	9	17	17	21	13	11	10	15	27	27	31	45	70	82
Etats Unis d'Amérique	1	1	1	1	1	1	1	2	4	4	6	6	6	4	4	6	5
Autres	2	5	4	5	6	9	7	6	12	18	28	32	39	41	92	167	243
<b>DIVERS</b>																	
Apatrides	4	6	4	7	8	6	7	5	5	7	7	9	8	7	5	13	16
Nationalité inconnue	9	15	17	19	18	17	19	18	24	30	39	58	88	94	85	96	128
Total	1774	2466	2695	2990	3219	3163	3244	3249	3507	3711	3839	4103	4409	4564	4715	6398	7237

Fichier FNS

Le résumé de ce tableau donne les rapports suivants:

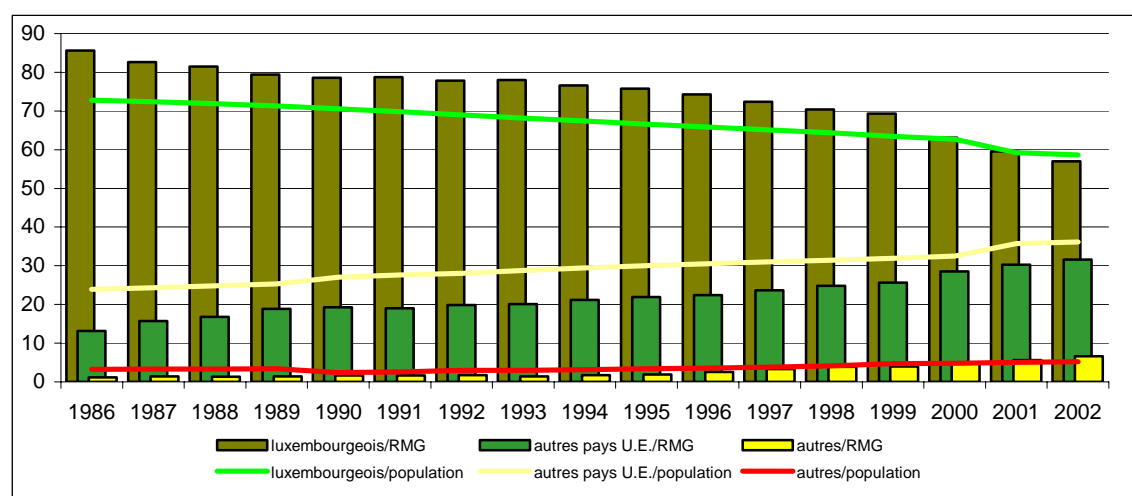
**Figure 16. Répartition en % des bénéficiaires selon leur appartenance à différents groupes de pays**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Luxembourgeois / RMG	85,6	82,6	81,4	79,4	78,6	78,8	77,8	78,0	76,6	75,7	74,3	72,4	70,4	69,3	63,1	59,6	57,0
Luxemb. / population	72,8	72,4	71,9	71,3	70,6	69,8	69,0	68,2	67,4	66,6	65,8	65,1	64,4	63,4	62,7	59,2	58,7
Autres pays U.E. / RMG	13,1	15,7	16,8	18,8	19,3	19,0	19,9	20,1	21,2	21,9	22,4	23,7	24,8	25,6	28,5	30,3	31,6
Autres pays U.E. / popul.	23,9	24,3	24,8	25,4	27,0	27,6	28,1	28,8	29,5	30,1	30,6	31,0	31,5	31,9	32,5	35,7	36,1
Autres / RMG	1,1	1,4	1,3	1,4	1,6	1,6	1,8	1,4	1,7	1,9	2,6	3,3	3,9	3,9	5,0	5,6	6,6
Autres / population	3,2	3,3	3,3	3,4	2,4	2,6	3,0	3,0	3,1	3,4	3,6	3,8	4,2	4,7	4,8	5,0	5,2

Fichier FNS

Les Luxembourgeois sont toujours les plus nombreux parmi les bénéficiaires. Parmi les étrangers, ce sont les pays de l'Union européenne qui prédominent avec en tête les Portugais et les Italiens, puis les Français, les Allemands et les Belges. En ce qui concerne les pays n'appartenant pas à l'U.E., sont à relever avant tout les ressortissants de l'ancienne Yougoslavie dont le nombre a explosé depuis 2000.

**Figure 17. Evolution du rapport luxembourgeois/non luxembourgeois en %**



Fichier FNS

Le graphique ci-dessus permet de comparer l'évolution des bénéficiaires luxembourgeois et non luxembourgeois par rapport à leur part dans la population de résidence totale au fil des années<sup>11</sup>. On peut constater que le pourcentage des bénéficiaires luxembourgeois par rapport à leur part dans la population a diminué et que les deux valeurs se sont actuellement rapprochées. Pour les autres pays de l'U.E. le pourcentage des bénéficiaires reste en dessous de leur moyenne dans la population, bien que les deux valeurs se sont rapprochées. Quant aux ressortissants des pays hors de l'U.E., le pourcentage des bénéficiaires a actuellement dépassé celui de leur part dans la population.

## Professions et catégories sociales antérieures

Le fichier FNS permet d'analyser la situation des bénéficiaires majeurs par rapport au marché de l'emploi au moment de l'attribution du complément.

**Figure 18. Professions et catégories sociales au moment de l'attribution du complément**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Ouvrier	62	137	176	203	230	270	271	251	271	268	285	303	335	308	368	518	645
Employé privé	1	6	5	6	8	7	7	8	7	7	7	8	8	7	7	13	21
Fonctionnaire ou employé statutaire	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	1	1	1	0	0	0
Indépendant CPACI ou TII	4	5	4	4	3	2	2	3	1	6	8	6	4	6	7	9	15
Agriculteur	1	2	4	4	3	3	3	2	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Chômeur indemnisé	4	9	12	15	16	16	15	24	31	31	30	40	54	65	63	84	129
Demandeur d'emploi non-indemnisé	318	619	737	853	871	917	974	931	1101	1201	1244	1356	1428	1507	1307	1607	1943
Rente plénière/pension d'invalidité	11	32	26	29	39	25	23	25	29	36	46	54	91	130	208	383	393
Infirme	423	481	501	548	579	565	550	560	577	581	579	572	596	608	583	569	561
Handicapé	225	269	284	290	303	312	317	322	335	359	377	389	413	418	381	399	390
Etudiant	2	3	3	6	10	8	13	41	39	36	34	39	37	44	46	40	48
Personne au foyer	199	356	421	491	580	584	612	624	642	692	762	805	808	776	761	897	920
Autres inactifs de moins de 60 ans	25	25	22	24	26	23	68	83	101	124	133	167	205	231	328	520	765
Pension de vieillesse ou d'invalidité	26	33	42	70	117	51	48	60	54	68	80	105	170	204	305	781	794
Bénéficiaire d'une pension de veuve	8	11	11	23	37	18	20	26	25	27	30	28	46	50	92	245	251
Autres inactifs de plus de 60 ans	465	482	450	426	398	362	319	290	288	271	248	224	206	201	252	325	353
Totaux	1774	2470	2698	2992	3220	3164	3243	3251	3502	3708	3864	4098	4403	4557	4708	6390	7228

Fichier FNS

Si l'on compare l'évolution des différentes catégories, on constate que la catégorie des actifs de moins de soixante ans a augmenté au fil des années. Celle des inactifs de moins de soixante ans présente une courbe ascendante de 1986 à 1996 mais descendante depuis lors, bien qu'elle soit restée de loin la plus importante. A remarquer toutefois, que ces chiffres sont biaisés par le fait que les données des fichiers CDP ont été intégrées au fichier FNS à partir de l'an 2001, ce qui explique l'accélération anormale du pourcentage des inactifs de plus 60 ans en 2002.

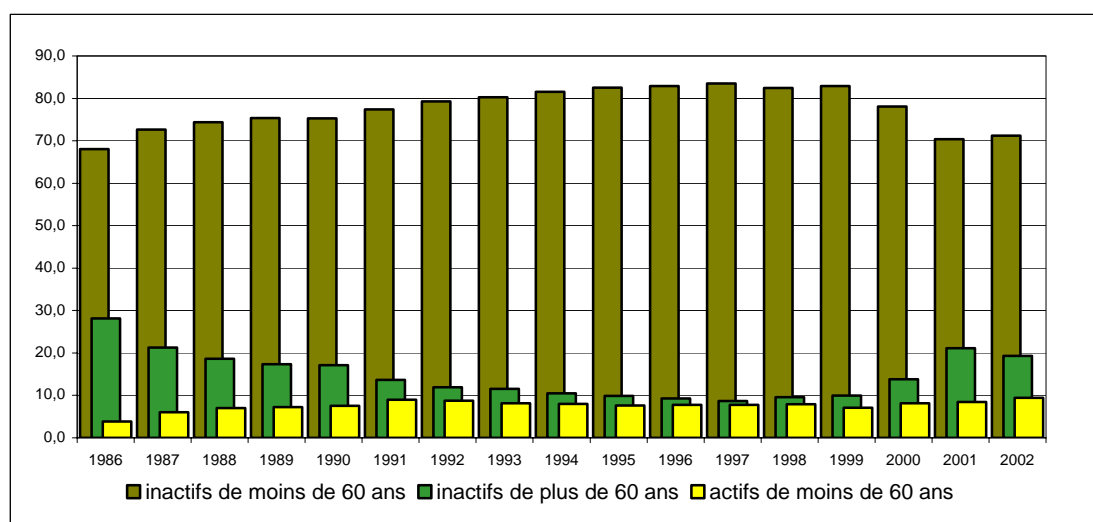
**Figure 19. Répartition en % des bénéficiaires selon leur principale catégorie sociale antérieure**

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
actifs de moins de 60 ans	3,8	6,1	7,0	7,3	7,6	8,9	8,8	8,2	8,0	7,6	7,8	7,8	7,9	7,1	8,1	8,5	9,4
inactifs de moins de 60 ans	68,0	72,6	74,4	75,4	75,3	77,4	79,3	80,3	81,5	82,5	82,9	83,5	82,5	82,9	78,1	70,4	71,2
inactifs de plus de 60 ans	28,1	21,3	18,6	17,3	17,1	13,6	11,9	11,6	10,5	9,9	9,3	8,7	9,6	10,0	13,8	21,1	19,3

Fichier FNS

<sup>11</sup> STATEC-CEPS/Insead-IGSS Population et Emploi 4/95, p.2.

**Figure 20. Evolution des principales catégories sociales antérieures**



Fichier FNS

## Répartition géographique des bénéficiaires du RMG

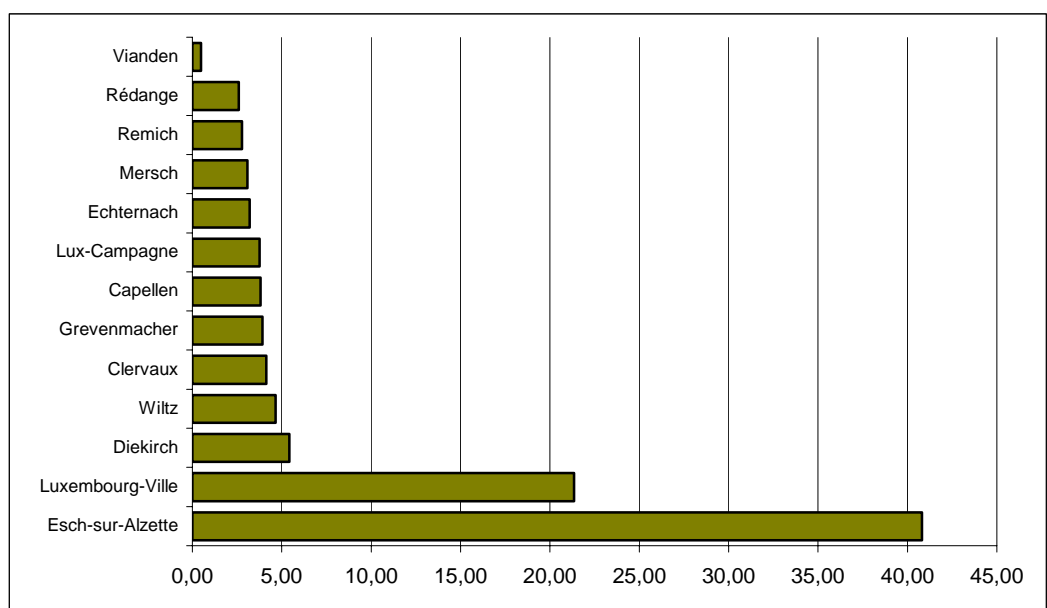
Les données concernant la répartition géographique des bénéficiaires n'ont pas été collectées annuellement. Le tableau qui suit est établi à base du fichier SNAS du 31/12/2002, qui regroupe les données du fichier « liquidation » du FNS et des caisses de pension, ainsi que les compléments versés par les offices sociaux. La répartition des bénéficiaires par canton est la suivante (la répartition par commune est indiquée en annexe) :

**Figure 21. Répartition des bénéficiaires du RMG par canton**

Canton	bénéficiaires au 31/12/02	population suivant projection STATEC	% bénéf. par rapport aux habitants	% bénéf. par rapport au total des bénéf.
Capellen	350	37563	0,93	3,82
Clervaux	378	12693	2,98	4,13
Diekirch	497	27313	1,82	5,43
Echternach	293	14211	2,06	3,20
Esch-sur-Alzette	3738	137423	2,72	40,81
Grevenmacher	359	22438	1,60	3,92
Lux-Campagne	344	48998	0,70	3,76
Luxembourg-Ville	1956	78329	2,50	21,36
Mersch	282	23789	1,19	3,08
Rédange	237	13976	1,70	2,59
Remich	254	16657	1,52	2,77
Vianden	44	3003	1,47	0,48
Wiltz	427	11907	3,59	4,66

Fichier SNAS

**Figure 22. Répartition des bénéficiaires du RMG par canton en %**

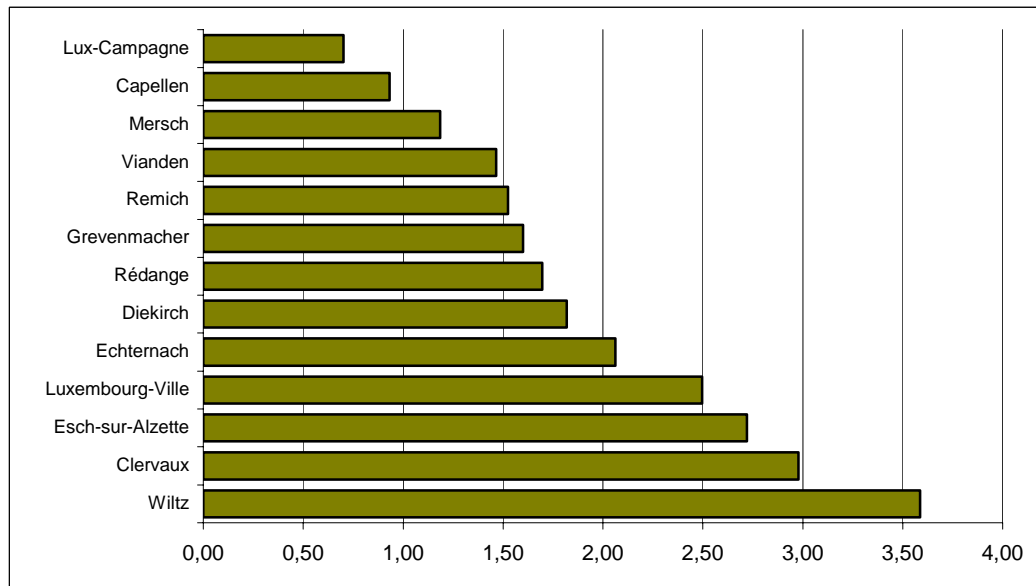


Fi

chier SNAS au 31/12/2002

Esch/Alzette et Luxembourg-Ville totalisent 62,17 % du total des bénéficiaires du RMG.

**Figure 23. Pourcentage de bénéficiaires par rapport aux habitants du canton**



Fichier SNAS au 31/12/2002

Les pourcentages les plus élevés de bénéficiaires du complément RMG sont relevés dans les cantons du Nord et le canton d'Esch-sur-Alzette. Viennent ensuite Luxembourg-Ville, les cantons de l'Est et, avec les taux les plus faibles, les cantons du Centre et de l'Ouest.

## Caractéristiques du complément RMG

### Compléments moyens versés aux ménages

Pour les fichiers FNS et CDP pris ensemble, le complément moyen effectivement versé a évolué de la façon suivante:

**Figure 24. Evolution des compléments moyens par communauté domestique**

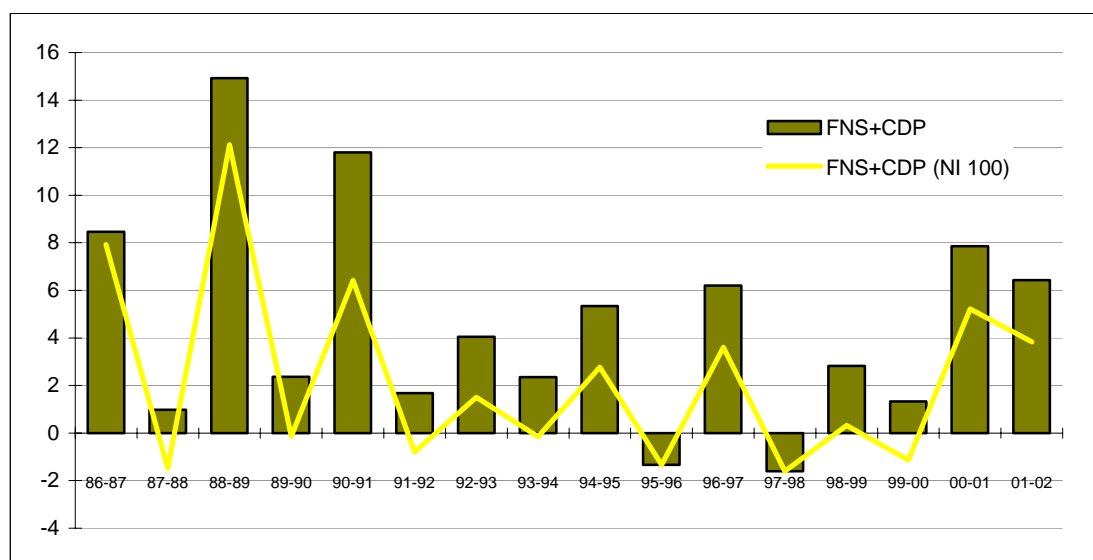
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
FNS+CDP	351	381	385	442	453	506	515	536	548	577	570	605	595	612	620	669	712
(n.i. 100)	82	89	88	98	98	104	104	105	105	108	106	110	109	109	108	113	118

Fichiers FNS/CDP

L'analyse des augmentations progressives d'année en année fait ressortir une alternance biennale entre augmentation et stabilisation du complément moyen. Ceci peut être expliqué en partie par les différentes modifications de la loi et des règlements y relatifs :

- 1989 : relèvement des taux de base
- 1991 : extension de l'immunisation à tous les revenus de remplacement y compris les pensions
- 1993 : relèvement des taux de base
- 1997 : relèvement des taux par règlement grand-ducal du 20.01.1997
- 1999 : relèvement des taux par règlement grand-ducal
- 2001 : relèvement des taux par règlement grand-ducal du 16.01.2001

**Figure 25. Progression des compléments moyens**



Fichiers FNS/CDP

### Le coût du RMG

Les chiffres repris dans le tableau qui suit comprennent les prestations brutes versées par le FNS, celles payées par les caisses de pension pour le compte du FNS ainsi que les cotisations à l'assurance-maladie des bénéficiaires de pension (part patronale à charge du FNS).

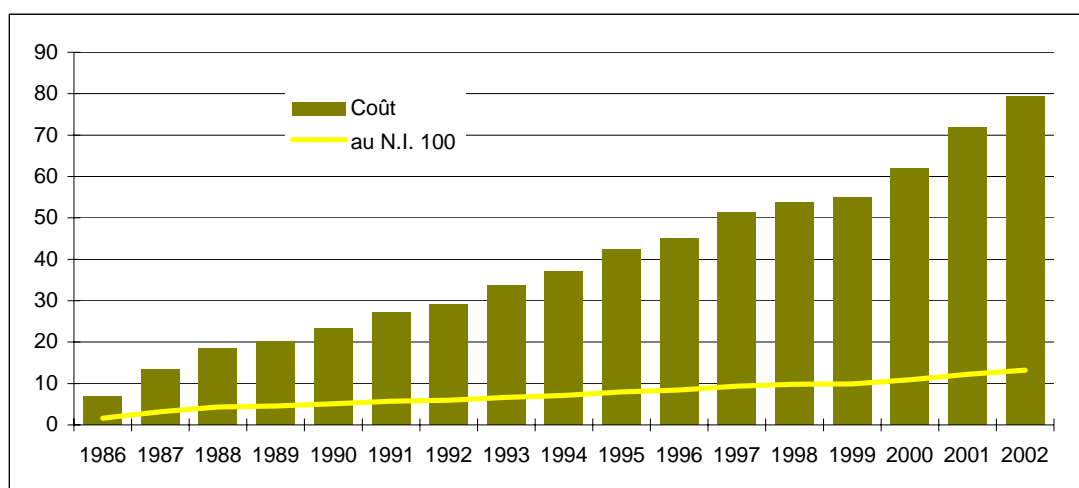
Figure 26. Coût du RMG de 1986 à 2002<sup>12</sup>

	Coût en millions €	taux de croissance	Coût au N.i. 100	taux de croissance
1986	6,93		1,63	
1987	13,46	94,31	3,14	92,39
1988	18,58	38,04	4,32	37,75
1989	20,21	8,78	4,56	5,47
1990	23,27	15,17	5,08	11,45
1991	27,17	16,73	5,72	12,50
1992	29,16	7,32	5,95	4,05
1993	33,64	15,38	6,66	11,87
1994	37,16	10,45	7,13	7,10
1995	42,47	14,30	8,00	12,20
1996	45,00	5,95	8,41	5,09
1997	51,37	14,15	9,38	11,59
1998	53,85	4,84	9,81	4,62
1999	54,87	1,89	9,90	0,84
2000	61,91	12,83	10,87	9,85
2001	72,72	16,04	12,23	12,52
<sup>13</sup> 2002	79,37	10,48	13,24	8,23

Source: Statistiques IGSS

Le coût a augmenté d'année en année sans pourtant atteindre des taux de croissance exorbitants. Comme pour la progression du nombre de bénéficiaires, on retrouve ici des périodes d'accélération qui alternent avec des périodes de ralentissement. Ainsi, de 1996 à 1999, le taux de croissance a diminué jusqu'à atteindre 0,84%, mais, à partir de 1999, nous assistons à nouveau à une accélération très prononcée.

Figure 27. Evolution du coût du RMG de 1986 à 1994

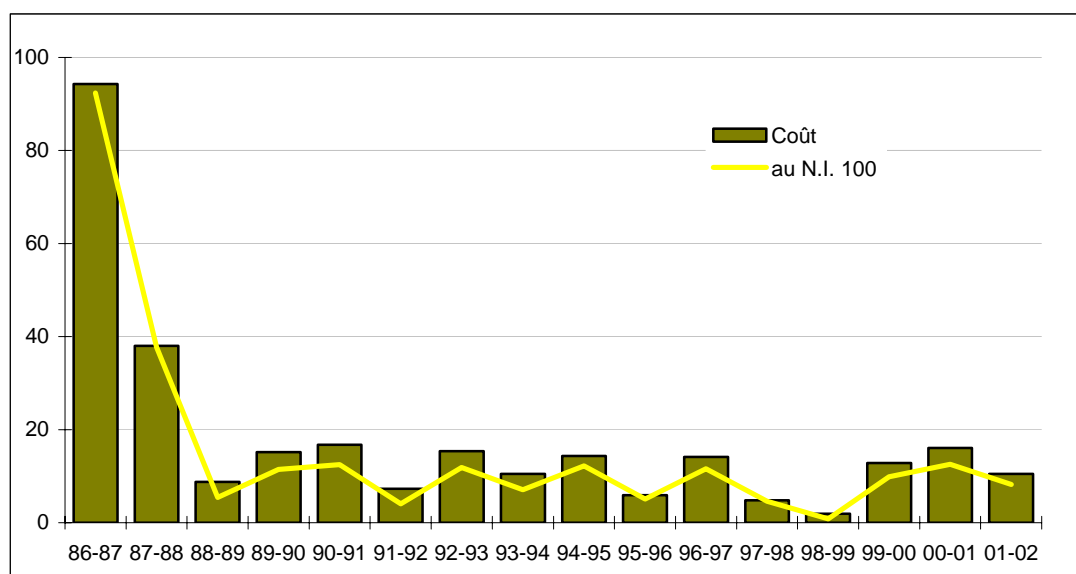


Source: Statistiques IGSS

<sup>12</sup> Extrait du rapport général de la sécurité sociale 2001 de l'Inspection générale de la sécurité sociale (p. 258).

<sup>13</sup> Chiffres provisoires

**Figure 28. Evolution du taux de croissance du coût total**



Source: Statistiques IGSS

# Statistiques spécifiques SNAS

## Les activités d'insertion professionnelle

Les statistiques qui vont suivre ont été établies sur base des données des fichiers SNAS, arrêtés au 31 décembre des années 1996 à 2002, publiés dans les rapports d'activité annuels du SNAS. Les données des années 1992 à 1995 figuraient déjà au troisième rapport sur le RMG, adressé à la Chambre des Députés en juillet 1996 et ne seront plus reprises dans le présent rapport.

## Situation par rapport à l'Administration de l'emploi (ADEM)

L'évolution du nombre de bénéficiaires soumis à la condition d'« être disponible pour le marché de l'emploi et prêt à accepter tout emploi approprié assigné par l'administration de l'emploi » (article 2(1)b) de la loi) est indiquée à la première ligne (« non dispensés ») du tableau ci-dessous. On peut constater une diminution de ce nombre à partir de l'année 1997 malgré le fait que le total des membres bénéficiaires a continué à augmenter.

Figure 29. Situation par rapport à l'ADEM

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
non dispensés	1193	1502	1452	1282	1068	1081	1038
<b>DISPENSES POUR:</b>							
âge élevé du bénéficiaire	1664	1656	1641	1781	1579	1798	1610
enfants en âge scolaire	2022	2243	2182	2076	2110	2435	2643
incapacité permanente ou transitoire	1687	1757	1963	2116	2122	2621	2902
enfants à élever/personne à soigner	546	491	542	567	443	462	411
en instance	347	466	354	204	258	216	217
occupation professionnelle	166	157	180	178	168	293	352
membres non bénéficiaires	204	251	280	328	323	712	838
autres	186	227	191	151	680	406	486
<b>TOTAUX</b>	<b>8015</b>	<b>8750</b>	<b>8785</b>	<b>8683</b>	<b>8751</b>	<b>10024</b>	<b>10497</b>

Rapports d'activité SNAS 96-02

Concernant les dispenses, différents changements peuvent être constatés :

Ainsi, le nombre de membres bénéficiaires dispensés en raison de leur âge élevé (normalement à partir de soixante ans) a nettement diminué (20,76% en 1996 à 15,34% en 2002).

Dans la catégorie « incapacité permanente ou transitoire » (ligne 3, fig. 29.), où sont regroupées:

- les dispenses accordées par le médecin du Contrôle médical,
- les dispenses transitoires pour raisons diverses,
- les hospitalisations,

on peut constater que le nombre des personnes concernées a continué d'augmenter d'année en année (21,05 % en 1996 à 27,65 % en 2002).

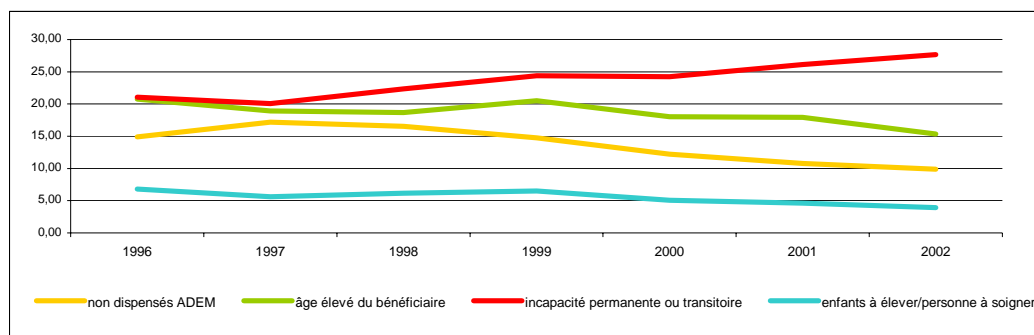


Les articles 2(3)a) et 2(3)b) de la loi prévoient des dispenses pour les bénéficiaires qui élèvent un enfant ou qui soignent une personne atteinte d'une infirmité grave, nécessitant l'aide constante d'une tierce personne (ligne 4, fig. 29.). Le nombre de dispensés de cette catégorie a diminué depuis l'an 1999, probablement suite à la suppression de la dispense d'office pour le parent qui élève un enfant âgé de moins de six ans par la loi du 29 avril 1999 portant création du droit à un revenu minimum garanti.

La catégorie « autres » (ligne 7, fig. 29.) concerne les bénéficiaires récents, dont les dossiers sont actuellement en voie d'instruction, ou bien ceux dont la situation a changé et dont les projets d'insertion sont à redéfinir. Bon nombre de ces dossiers concernent également des jeunes membres devenus majeurs, dont une majorité est normalement dispensée pour pouvoir suivre des études ou une formation professionnelle. Quelques ménages comprennent également des membres non-bénéficiaires. Ceux-ci ne sont évidemment pas soumis aux conditions sous rubrique.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution proportionnelle des catégories qui ont connu un changement dans le temps :

**Figure 30. Evolution de certaines catégories**



Rapports d'activité SNAS 96-02

## Situation par rapport aux activités d'insertion professionnelle

Le nombre de personnes dispensées des activités d'insertion professionnelle est moins important que celui des personnes dispensées de la condition de disponibilité pour le marché de l'emploi. En effet, parmi les bénéficiaires reconnus inaptes pour le marché de l'emploi, nombreux sont ceux qui sont néanmoins capables de fournir un travail d'utilité collective adapté à leurs capacités. Les activités proposées à l'article 10 de la loi RMG se distinguent du marché normal de l'emploi par une plus grande flexibilité au niveau des exigences, de la durée de travail et des obligations incombant à l'employeur. La nature des travaux à effectuer se situe dans un spectre très large, offrant de grandes possibilités d'adaptation à des situations individuelles. Le nombre de personnes soumises à ces activités (ligne 1, fig. 31.) a augmenté en nombre absolu, mais, en nombre relatif, il a plutôt tendance à diminuer (de 22,02 % en décembre 1996 à 19,08 % en décembre 2002).

Les définitions des catégories de dispensés reprises dans le tableau qui suit sont similaires à celles données pour la figure 29.

Sauf le fait que dans la catégorie « incapacité permanente ou transitoire » le nombre de bénéficiaires est généralement plus élevé, les résultats sont comparables à ceux obtenus pour la situation par rapport à l'ADEM et ne donnent pas lieu à des commentaires supplémentaires.

**Figure 31. Situation par rapport aux activités d'insertion professionnelle**

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
non dispensés	1765	2063	2005	2034	1839	1901	2003
<b>DISPENSES POUR:</b>							
âge élevé du bénéficiaire	1604	1611	1593	1725	1505	1742	1562
enfants en âge scolaire	2022	2243	2182	2075	2131	2453	2659
incapacité permanente ou transitoire	1127	1220	1443	1416	1382	1824	1971
enfants à élever/personne à soigner	529	478	530	554	438	458	392
en instance	381	484	368	206	269	220	225
occupation professionnelle	186	166	190	185	183	311	369
membres non bénéficiaires	204	251	280	330	323	720	846
autres	197	236	194	158	681	395	470
<b>TOTAUX</b>	8015	8752	8785	8683	8751	10024	10497

Rapports d'activité SNAS 96-02

## Historique des activités d'insertion professionnelle

Le relevé historique des activités en cours aux mois de décembre des années consécutives met en évidence non seulement le nombre croissant des activités en cours mensuellement, mais témoigne aussi de leur diversification dans le temps.

**Figure 32. Historique des activités en cours aux mois de décembre**

AIP <sup>14</sup>	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02
FO	24	51	44	84	122	106	199	221	246	238	198	261	341	4	20	9
AT	110	204	311	379	368	399	259	304	287	303	316	320	309			
PR														15	47	27
ATI							197	251	346	482	634	720	723	1346	1476	1509
SE							0	4	14	27	27	32	28	29	39	30
TOT	134	255	355	463	490	505	655	780	893	1050	1175	1333	1401	1394	1582	1575

Fichiers SNAS 87-02

Depuis leur création par la loi modificative de 1993, ce sont surtout les affectations temporaires indemnisées (ATI) qui ont connu le taux de croissance le plus élevé, aux dépens des affectations temporaires non-indemnisées (AT), supprimées en 1999. Les stages en entreprise (SE), par contre, ne progressent pas dans la même mesure.

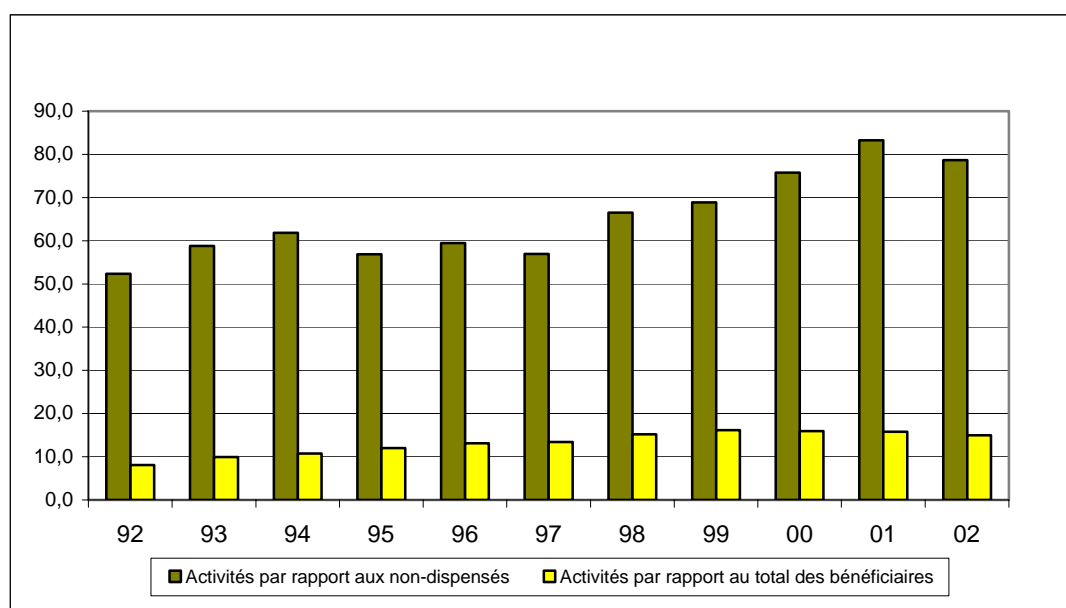
<sup>14</sup>AIP=activités d'insertion professionnelle ; FO=activités de formation ; AT=affectations temporaires ; PR=préparation et recherche assistées d'une activité ; ATI=affectations temporaires indemnisées ; SE=stages en entreprise

A noter qu'à partir de mars 2000, date de la mise en vigueur de la loi du 29 avril 1999, les mesures jusqu'alors non-indemnisées furent re-classées en activités indemnisées. En outre, une nouvelle catégorie d'activité, définie à l'article 10(1)a), fut introduite. Il s'agit des activités prenant la forme de préparation et de recherche assistées (PR), pendant une durée qui ne peut excéder trois mois, d'une activité professionnelle rémunérée ou d'une des autres activités de la loi RMG.

**Figure 33. Evolution du pourcentage de bénéficiaires en activité aux mois de décembre à partir de l'année 1992**

	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02
nombre de non-dispensés:	965	1114	1261	1571	1765	2063	2005	2034	1839	1901	2003
activités en % par rapport aux non-dispensés AIP:	52,3	58,8	61,9	56,8	59,5	57,0	66,5	68,9	75,8	83,2	78,6
nombre de bénéficiaires:	6245	6586	7256	7433	8015	8752	8785	8683	8751	10024	10497
activités en % par rapport au total des bénéficiaires:	8,1	9,9	10,7	12,0	13,1	13,4	15,2	16,1	15,9	15,8	15,0

Rapports d'activité SNAS 92-02



Rapports d'activités SNAS 92-02

Par rapport au total des bénéficiaires non-dispensés des activités d'insertion professionnelle, les bénéficiaires sous contrat représentent une proportion croissante entre 52,3 % en 1992 et 78,6 % en 2002. Par rapport au total des membres des ménages bénéficiaires du RMG, cette proportion est passée de 8,1 % en 1992 à 15 % en 2002.

**Figure 34. Résultats annuels concernant les indemnités d'insertion (en €)**

	1996	1997	1998	1999	2000 <sup>15</sup>	2001	2002
nombre total des indemnisés	621	824	980	1022	2093	2605	2582
montant total des indemnités virés	5565022	8264157	9920877	10458425	14949188	21098678	22316689
montant total des impôts retenus	122327	214898	159943	187462	305614	289725	212227
saisies/cessions	90717	152071	165013	176812	214908	377949	366860

Rapports d'activité SNAS 96-02

## Les activités en cours au 31.12.2002

Pour une analyse plus détaillée des activités en cours, sont utilisées les statistiques de décembre 2002.

**Figure 35. Activités en cours au mois de décembre 2002**

	FEMMES		HOMMES		TOTAL	
mesures de formation	4	0,25%	5	0,32%	9	0,57%
préparation et recherche assistée	14	0,89%	13	0,83%	27	1,71%
cures	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
affectations temporaires indemnisées	659	41,84%	850	41,84%	1509	95,81%
stages en entreprise	9	0,57%	21	1,33%	30	1,90%
<b>TOTAUX</b>	<b>686</b>	<b>43,56%</b>	<b>889</b>	<b>56,44%</b>	<b>1575</b>	<b>100,00%</b>

Fichier SNAS du 31.12.02

### Commentaires:

#### a. Rapport des sexes concernant la participation aux activités d'insertion professionnelle

Dans le dernier rapport à la Chambre des Députés, il a été constaté que le nombre de femmes soumises à la condition de participer aux activités d'insertion professionnelle était beaucoup moins important que celui relevé parmi les hommes. Cette différence a nettement diminué bien qu'elle soit toujours assez importante. En effet, en décembre 2002, le pourcentage des non-dispensées parmi les femmes était de 15,77 (14,36 en 1995) et de 22,93 (28,30 en 1995) chez les hommes.

La comparaison des pourcentages respectifs des activités par rapport au total des non-dispensés des deux sexes, donne le résultat suivant:

**Figure 36. Taux de participation aux activités d'insertion professionnelle**

	Total bénéficiaires	non dispensé(e)s		mesures en cours	taux de participation
Femmes	5643	890	15,77 %	686	77,08%
Hommes	4854	1113	22,93 %	889	79,87%
<b>Total</b>	<b>10497</b>	<b>2003</b>	<b>19,08 %</b>	<b>1575</b>	<b>78,63%</b>

Fichier SNAS du 31.12.02

<sup>15</sup> La croissance outre mesure du nombre d'indemnités d'insertion en 2000 est le résultat du reclassement, suite à la mise en vigueur de la loi du 29 avril 1999, des mesures jusqu'alors non-indemnisées en activités indemnisées.

### **b. Les durées moyennes des activités en cours**

La durée moyenne des affectations temporaires indemnisées est passée de 16 (en 2000), 19,7 (en 2001) à 22,80 mois en 2002 (tendance croissante)!

**Figure 37. Taux de participation aux activités d'insertion professionnelle**

activités de formation	15,57 mois
préparation et recherche assistée	1,54 mois
affectations temporaires indemnisées	22,80 mois
stages en entreprise	6,32 mois

Fichier SNAS du 31.12.02

### **c. Les saisies, cessions et pensions alimentaires**

Au 31 décembre 2002, 215 (13,65%) indemnités d'insertion furent grevées d'une retenue en matière de saisie/cession. Les retenues peuvent se rapporter à une ou plusieurs saisies ou cessions, ainsi qu'à une pension alimentaire.

**Figure 38. Situation des saisies, cessions et pensions alimentaires**

	<b>nombre</b>	<b>montant</b>
nombre total de saisies	874	103001,11
nombre de cessions	170	22946,16
nombre de pensions alimentaires	17	6267,12
<b>Total des SCA du mois</b>	<b>1061</b>	<b>132214,39</b>

Fichiers SNAS du 31.12.2002

### **d. Les personnes non dispensées sans activité en cours au 31.12.2002**

Le nombre de personnes obligées d'être disponibles pour le marché de l'emploi au 31 décembre 2002 s'élevait à 1038 (cf. figure 29.), dont 898 étaient inscrits comme demandeurs d'emploi à l'ADEM. De ces derniers 648 participaient à une activité d'insertion, ce qui correspond à un taux d'occupation de 72,16% des demandeurs inscrits.

En ce qui concerne les personnes soumises à l'obligation d'être disponibles pour les activités d'insertion professionnelle, leur nombre s'élevait au 31 décembre 2002 à 2003 (cf. figure 31.), dont 1575 participaient aux activités d'insertion. Cela correspond à un taux d'occupation de 78,63% des bénéficiaires concernés.

### **e. Bénéficiaires en congé de maladie au 31.12.2002**

Au cours du mois de décembre 2002, 339 bénéficiaires ont pris 404 congés de maladie. A la fin du mois, 118 congés de maladie étaient en cours. La durée moyenne de ces derniers, calculée à partir du début, comportait 93,75 jours.

## **f. Bénéficiaires de l'indemnité d'insertion affectés aux ateliers spécialisés**

Parmi les 1575 bénéficiaires de l'indemnité d'insertion au 31.12.2002, il y en a 368 qui sont considérés comme personnes majeures qui ne sont pas en état de gagner leur vie dans les limites prévues par la loi RMG. Ils ont été soumis à des activités d'insertion professionnelle auprès des ateliers adaptés à leurs besoins. Il est probable qu'ils sont éligibles pour une prestation au titre de la loi du 12/09/2003 relative aux personnes handicapées et qu'ils sortiront du dispositif du RMG dès l'entrée en vigueur de cette loi au 01/06/2004.

**Figure 39. Bénéficiaires de l'indemnité d'insertion affectés aux ateliers spécialisés**

<b>Nom de l'établissement</b>	<b>Nombre d'activités</b>
APEMH	134
Atelier protégé "Op der Schock" Rédange/Attert	10
ATW Ateliers thérapeutiques Walferdange	47
ATN Ateliers thérapeutiques Nord	26
Centre de réadaptation Capellen (Ligue HMC)	83
Coopérations asbl, Wiltz	22
E.S.P.O.I.R. asbl. Luxembourg	21
Atelier thérapeutique "Dittgesbaach"	10
Autres	15
<b>Total</b>	<b>368</b>

Rapports d'activités SNAS 92-02

## **g. Niveau d'études des bénéficiaires non dispensés de la participation aux activités d'insertion professionnelle**

**Figure 40. Niveau d'études des bénéficiaires non dispensés**

<b>Niveau de formation</b>	<b>Nombre de bénéficiaires</b>
éducation différenciée	7
études primaires complémentaires	664
études primaires non terminées	194
études professionnelles (CAP/CATP)	178
études professionnelles (maîtrise)	6
études professionnelles inachevées	9
études secondaires	62
études secondaires inachevées	102
études secondaires premier cycle (11ème)	23
études supérieures achevées	48
études supérieures inachevées	14
niveau de formation non saisi	696
<b>Total</b>	<b>2003</b>

Fichiers SNAS du 31.12.2002

## **h. Antécédents professionnels des bénéficiaires non dispensés de la participation aux activités d'insertion professionnelle**

**Figure 41. Antécédents professionnels des bénéficiaires non dispensés**

<b>Domaine d'activité principal</b>	<b>Nombre</b>
Alimentation	53
Ateliers et Artisanat	83
BT-G.O.Génie civil	67
BT-S.O.	60
Bureautique	103
Commerce	136
Education et soins	24
Garage et Ateliers MEC.	21
Horesca	130
Industrie	62
Industrie métallique	24
Métiers de la terre	6
Secteur de santé	20
Services	154
Services divers	3
Terre et nature	38
Transport	43
Pas d'antécédents professionnels (ou non saisis)	976
<b>Total</b>	<b>2003</b>

Fichiers SNAS du 31.12.2002

## **i. Service national de santé au travail**

Pour toute participation à une activité d'insertion, un examen d'embauche est demandé au service national de santé au travail (SNST). Pour les 1575 activités d'insertion en cours au 31.12.2002, la situation concernant le SNST était la suivante :

**Figure 42. Situation des examens d'embauche au SNST**

validité à durée indéterminée	67
validité avec échéance au-delà du 31.12.2002	1217
échéance échue en cours du mois de décembre 2002	21
échéance échue avant le mois de décembre 2002	160
validité non saisie/demandes patronales à faire	110
<b>Total</b>	<b>1575</b>

Fichiers SNAS du 31.12.2002

## **j. Analyse des raisons d'expiration des activités d'insertion venues à terme au courant de 2002**

Vu le caractère temporaire des mesures et malgré leur durée moyenne relativement élevée, les changements sont néanmoins très fréquents au cours de l'année. Ce fait est bien illustré par le nombre important de mesures qui ont pris fin au courant de l'année 2002.

L'analyse des raisons pour lesquelles elles ont pris fin donne les résultats suivants:

**Figure 43. Fréquence et raisons d'expiration des activités d'insertion professionnelle**

Cause Fin	Affectations indemnisées		Cures		Formations		Préparation et recherche assistée		Stages en entreprise		TOTAUX	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
autre mesure	185	29	2	100	10	56	40	42	12	26	249	31
dispense	86	14	0	0	1	6	7	7	2	4	96	12
fin 52 semaines <sup>16</sup>	41	6	0	0	0	0	2	2	2	4	45	6
fin de droit	54	9	0	0	0	0	5	5	4	9	63	8
rupture/Suspens	54	9	0	0	0	0	2	2	1	2	57	7
reprise FNS	110	17	0	0	3	17	29	30	8	17	150	19
insertion prof.	103	16	0	0	4	22	11	11	18	38	136	17
<b>TOTAL</b>	<b>633</b>	<b>100</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>18</b>	<b>100</b>	<b>96</b>	<b>100</b>	<b>47</b>	<b>100</b>	<b>796</b>	<b>100</b>

Fichiers SNAS au 31.12.2002

Dans 31% des cas, l'arrêt de mesure fut suivi d'une autre activité d'insertion. Il s'agit d'un changement du type d'activité ou d'un changement du lieu d'affectation. Dans 7% des cas, il y a rupture de la part du bénéficiaire concerné, suivie du retrait de l'indemnité d'insertion.

Le taux des mesures aboutissant à une insertion professionnelle au 1<sup>er</sup> marché du travail est passé de 10% en 2000 à 19% en 2001 pour revenir à 17% en 2002.

A noter que le pourcentage des bénéficiaires parvenus à réintégrer le marché normal du travail est le plus élevé pour les stages en entreprise (38%), suivi des formations (22%) et des affectations temporaires (16%). Pour les mesures de préparation et de recherche assistée d'un emploi, ce taux s'est élevé de 7% en 2001 à 11% en 2002.

Le tableau indique également le nombre de cas pour lesquels le SNAS a assuré la continuation de paiement en cas de maladie pendant la durée légale de 52 semaines.

<sup>16</sup> c'est le cas des activités d'insertion auxquelles il est mis fin après 52 semaines de congé de maladie, pendant lesquels le SNAS a assuré la continuation du paiement de l'indemnité d'insertion



## Les organismes d'affectation

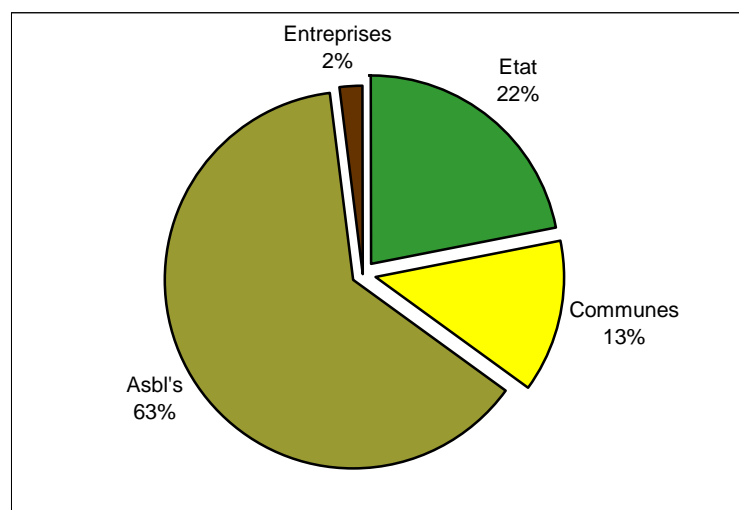
Le tableau qui suit donne un aperçu sur les organismes auxquels étaient affectés les bénéficiaires d'un complément au RMG ou d'une indemnité d'insertion. Vu leur nombre restreint, les firmes auprès desquelles furent réalisés des stages en entreprise ne sont pas encore catégorisées.

**Figure 44. Organismes d'affectation**

ORGANISMES		Nombre	%	%
ETAT	ministères	9	0,57	
	administrations/services	80	5,08	
	établissements publics SERVIOR	240	15,24	
	CHNP	13	0,83	
	centres d'accueil pour handicapés	3	0,19	21,90
COMMUNES	administrations/services	193	12,25	
	cliniques	1	0,06	
	syndicats d'initiative	13	0,83	13,14
ASSOCIATIONS PRIVEES (asbl)	centres d'accueil p/ enfants	54	3,43	
	centres d'accueil p/ jeunes/adultes	218	13,84	
	centres d'accueil p/ personnes âgées	51	3,24	
	centres d'accueil p/ personnes handicapées	392	24,89	
	cliniques	12	0,76	
	autres	266	16,89	63,05
ENTREPRISES	divers	30	1,90	1,90
<b>TOTAL</b>		<b>1575</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Fichier SNAS du 31.12.02

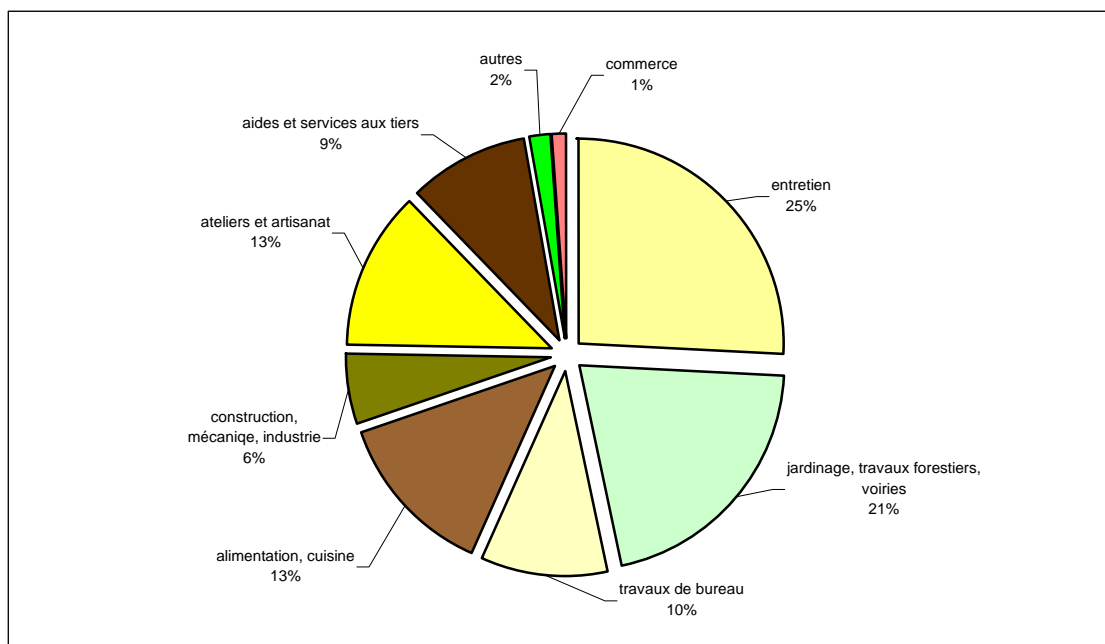
**Figure 45. Répartition des organismes d'affectation**



En résumé, 22 % des activités ont lieu auprès de l'Etat, 13 % auprès des communes, 63 % auprès des associations privées sans but lucratif. 2% des activités ont lieu dans des stages en entreprises.

## Les tâches effectuées

Figure 46. Répartition des tâches effectuées



Fichier SNAS du 31.12.02

Un quart des tâches effectuées dans le cadre des affectations temporaires indemnisées sont des travaux d'entretien d'immeubles (femme de charge, aide-ménagère, homme-à-tout-faire, etc.). Viennent ensuite les travaux en rapport avec l'entretien des alentours (jardinage, parcs, forêts, ..) avec 21% . Suivent, avec chacune 13%, les catégories alimentation/cuisine et ateliers/artisanat. Ensuite, ce sont les tâches administratives avec 10% et les aides et services aux tiers avec 9%.

## ANNEXES



# ANNEXE I:

## Répartition géographique des bénéficiaires du RMG

COMMUNE	MENAGES			PERSONNES			CANTON
	RMG	POPULATION 2001 <sup>17</sup>		RMG	POPULATION 2002		
Luxembourg	1280	35127	3,64	1959	78329	2,50	LUX/VILLE
<b>TOTAL Luxembourg</b>	<b>1280</b>	<b>35127</b>	<b>3,64</b>	<b>1959</b>	<b>78329</b>	<b>2,50</b>	
BASCHARAGE	60	2487	2,41	110	6841	1,61	CAPELLEN
CLEMENCY	12	767	1,56	31	2096	1,48	CAPELLEN
DIPPACH	25	1155	2,16	33	3234	1,02	CAPELLEN
GARNICH	9	510	1,76	11	1491	0,74	CAPELLEN
HOBSCHEID	10	944	1,06	22	2609	0,84	CAPELLEN
KEHLEN	22	1642	1,34	26	4717	0,55	CAPELLEN
KOERICH	5	615	0,81	8	1806	0,44	CAPELLEN
KOPSTAL	13	1183	1,10	23	2955	0,78	CAPELLEN
MAMER	24	2465	0,97	47	6783	0,69	CAPELLEN
SEPTFONTAINES	7	302	2,32	9	798	1,13	CAPELLEN
STEINFORT	19	1467	1,30	30	4233	0,71	CAPELLEN
<b>TOTAL CAPELLEN</b>	<b>206</b>	<b>13537</b>	<b>1,52</b>	<b>350</b>	<b>37563</b>	<b>0,93</b>	
CLERVAUX	19	618	3,07	30	1807	1,66	CLERVAUX
CONSTHUM	3	118	2,54	6	361	1,66	CLERVAUX
HEINERSCHIED	16	319	5,02	32	1005	3,18	CLERVAUX
HOSINGEN	19	539	3,53	35	1545	2,27	CLERVAUX
MUNSHAUSEN	20	298	6,71	24	849	2,83	CLERVAUX
TROISVIERGES	45	890	5,06	100	2553	3,92	CLERVAUX
WEISWAMPACH	19	411	4,62	31	1160	2,67	CLERVAUX
WINCRANGE	53	1183	4,48	120	3413	3,52	CLERVAUX
<b>TOTAL CLERVAUX</b>	<b>194</b>	<b>4376</b>	<b>4,43</b>	<b>378</b>	<b>12693</b>	<b>2,98</b>	
BASTENDORF	5	254	1,97	5	734	0,68	DIEKIRCH
BETTENDORF	26	774	3,36	46	2313	1,99	DIEKIRCH
BOURSCHEID	8	410	1,95	12	1200	1,00	DIEKIRCH
DIEKIRCH	104	2118	4,91	156	6252	2,50	DIEKIRCH
ERMSDORF	6	277	2,17	9	837	1,08	DIEKIRCH
ERPELDANGE	10	750	1,33	16	2066	0,77	DIEKIRCH
ETTELBRUCK	204	2896	7,04	284	7282	3,90	DIEKIRCH
FEULEN	18	460	3,91	32	1464	2,19	DIEKIRCH
HOSCHEID	1	154	0,65	1	484	0,21	DIEKIRCH
MEDERNACH	11	330	3,33	16	985	1,62	DIEKIRCH
MERTZIG	13	459	2,83	21	1528	1,37	DIEKIRCH
REISDORF	9	266	3,38	19	795	2,39	DIEKIRCH
SCHIEREN	14	491	2,85	21	1373	1,53	DIEKIRCH
<b>TOTAL DIEKIRCH</b>	<b>429</b>	<b>9639</b>	<b>4,45</b>	<b>638</b>	<b>27313</b>	<b>2,34</b>	
BEAUFORT	22	576	3,82	36	1642	2,19	ECHTERNACH
BECH	4	332	1,20	4	917	0,44	ECHTERNACH
BERDORF	7	375	1,87	17	1355	1,25	ECHTERNACH
CONSDORF	28	573	4,89	42	1742	2,41	ECHTERNACH
ECHTERNACH	77	1782	4,32	132	4498	2,93	ECHTERNACH
MOMPACH	14	340	4,12	20	1000	2,00	ECHTERNACH
ROSPORT	7	630	1,11	22	1817	1,21	ECHTERNACH
WALDBILLIG	6	373	1,61	20	1240	1,61	ECHTERNACH
<b>TOTAL ECHTERNACH</b>	<b>165</b>	<b>4981</b>	<b>3,31</b>	<b>293</b>	<b>14211</b>	<b>2,06</b>	
BETTEMBOURG	88	3402	2,59	156	9163	1,70	ESCH/ALZETTE
DIFFERDANGE	530	7097	7,47	948	18578	5,10	ESCH/ALZETTE
DUDELANGE	310	7117	4,36	506	17502	2,89	ESCH/ALZETTE
ESCH/ALZETTE	790	11962	6,60	1312	27630	4,75	ESCH/ALZETTE
FRISANGE	22	1085	2,03	28	2989	0,94	ESCH/ALZETTE
KAYL	95	2689	3,53	151	7320	2,06	ESCH/ALZETTE
LEUDELANGE	5	688	0,73	5	1918	0,26	ESCH/ALZETTE
MONDERCANGE	24	2282	1,05	46	6103	0,75	ESCH/ALZETTE
PETANGE	224	5177	4,33	509	14103	3,61	ESCH/ALZETTE
RECKANGE/MESS	6	610	0,98	8	1763	0,45	ESCH/ALZETTE
ROESER	25	1720	1,45	47	4575	1,03	ESCH/ALZETTE
RUMELANGE	70	1614	4,34	140	4378	3,20	ESCH/ALZETTE
SANEM	129	4937	2,61	229	13505	1,70	ESCH/ALZETTE
SCHIFFLANGE	132	3201	4,12	228	7896	2,89	ESCH/ALZETTE
<b>TOTAL ESCH/ALZETTE</b>	<b>2450</b>	<b>53581</b>	<b>4,57</b>	<b>4313</b>	<b>137423</b>	<b>3,14</b>	
BETZDORF	59	774	7,62	66	2576	2,56	GREVENMACHER
BIWER	18	528	3,41	31	1543	2,01	GREVENMACHER
FLAXWEILER	6	488	1,23	11	1502	0,73	GREVENMACHER
GREVENMACHER	59	1457	4,05	103	3889	2,65	GREVENMACHER
JUNGLINSTER	26	1982	1,31	38	5837	0,65	GREVENMACHER

<sup>17</sup> Les chiffres pour 2002, n'étant pas encore disponibles, nous avons pris ceux du recensement 2001.

COMMUNE	MENAGES			PERSONNES			CANTON
	RMG	POPULATION 2001 <sup>17</sup>		RMG	POPULATION 2002		
MANTERNACH	13	419	3,10	20	1451	1,38	GREVENMACHER
MERTERT	39	1313	2,97	73	3328	2,19	GREVENMACHER
WORMELDANGE	16	820	1,95	23	2312	0,99	GREVENMACHER
<b>TOTAL GREVENMACHER</b>	<b>236</b>	<b>7781</b>	<b>3,03</b>	<b>365</b>	<b>22438</b>	<b>1,63</b>	
BERTRANGE	36	2050	1,76	62	5484	1,13	LUX/CAMPAGNE
CONTERN	12	1090	1,10	16	3119	0,51	LUX/CAMPAGNE
HESPERANGE	63	4295	1,47	107	10789	0,99	LUX/CAMPAGNE
NIEDERANVEN	15	1961	0,76	17	5412	0,31	LUX/CAMPAGNE
SANDWEILER	5	995	0,50	7	2758	0,25	LUX/CAMPAGNE
SCHUTTRANGE	9	1052	0,86	17	3246	0,52	LUX/CAMPAGNE
STEINSEL	8	1564	0,51	14	4413	0,32	LUX/CAMPAGNE
STRASSEN	25	2456	1,02	46	5933	0,78	LUX/CAMPAGNE
WALFERDANGE	43	2742	1,57	54	6495	0,83	LUX/CAMPAGNE
WEILERTOUR	2	467	0,43	4	1349	0,30	LUX/CAMPAGNE
<b>TOTAL LUX/CAMPAGNE</b>	<b>218</b>	<b>18672</b>	<b>1,17</b>	<b>344</b>	<b>48998</b>	<b>0,70</b>	
COLMAR-BERG	11	647	1,70	18	1823	0,99	MERSCH
BISSEN	14	834	1,68	27	2440	1,11	MERSCH
BOEVANGE/ATTERT	7	612	1,14	8	1735	0,46	MERSCH
FISCHBACH	6	223	2,69	7	651	1,08	MERSCH
HEFFINGEN	4	284	1,41	7	859	0,81	MERSCH
LAROCLETTE	18	577	3,12	38	1797	2,11	MERSCH
LINTGEN	15	806	1,86	32	2303	1,39	MERSCH
LORENTZWEILER	21	1001	2,10	27	2937	0,92	MERSCH
MERSCH	77	2643	2,91	116	7178	1,62	MERSCH
NOMMERN	4	328	1,22	5	1003	0,50	MERSCH
TUNTANGE	6	343	1,75	11	1063	1,03	MERSCH
<b>TOTAL MERSCH</b>	<b>183</b>	<b>8298</b>	<b>2,21</b>	<b>296</b>	<b>23789</b>	<b>1,24</b>	
BECKERICH	19	676	2,81	36	2104	1,71	REDANGE
BETTBORN	16	410	3,90	21	1247	1,68	REDANGE
ELL	2	263	0,76	7	874	0,80	REDANGE
GROSBOUS	7	236	2,97	14	725	1,93	REDANGE
RAMBROUCH	33	1206	2,74	81	3442	2,35	REDANGE
REDANGE	17	755	2,25	20	2207	0,91	REDANGE
SAEUL	3	164	1,83	7	493	1,42	REDANGE
USELDANGE	18	445	4,04	40	1272	3,14	REDANGE
VICHTEN	8	295	2,71	15	872	1,72	REDANGE
WAHL	9	255	3,53	17	740	2,30	REDANGE
<b>TOTAL REDANGE</b>	<b>132</b>	<b>4705</b>	<b>2,81</b>	<b>258</b>	<b>13976</b>	<b>1,85</b>	
BOUS	9	376	2,39	15	1152	1,30	REMICH
BURMERANGE	4	310	1,29	8	951	0,84	REMICH
DALHEIM	12	577	2,08	16	1747	0,92	REMICH
LENNINGEN	9	400	2,25	14	1314	1,07	REMICH
MONDORF	49	1507	3,25	75	3747	2,00	REMICH
REMERSCHE	10	489	2,04	19	1405	1,35	REMICH
REMICH	53	1127	4,70	71	2909	2,44	REMICH
STADTBREDIMUS	9	508	1,77	16	1277	1,25	REMICH
WALDBREDIMUS	2	286	0,70	2	859	0,23	REMICH
WELLENSTEIN	10	454	2,20	18	1296	1,39	REMICH
<b>TOTAL REMICH</b>	<b>167</b>	<b>6034</b>	<b>2,77</b>	<b>254</b>	<b>16657</b>	<b>1,52</b>	
FOUHREN	3	243	1,23	7	767	0,91	VIANDEN
PUTSCHEID	8	255	3,14	16	772	2,07	VIANDEN
VIANDEN	19	525	3,62	21	1464	1,43	VIANDEN
<b>TOTAL VIANDEN</b>	<b>30</b>	<b>1023</b>	<b>2,93</b>	<b>44</b>	<b>3003</b>	<b>1,47</b>	
BOULAIDE	10	291	3,44	25	772	3,24	WILTZ
ESCH/SURE	7	107	6,54	18	303	5,94	WILTZ
ESCHWEILER	4	217	1,84	10	650	1,54	WILTZ
GOESDORF	15	353	4,25	34	1079	3,15	WILTZ
HAUTE-SURE	18	508	3,54	29	1182	2,45	WILTZ
HEIDERSCHIED	17	392	4,34	37	247	14,98	WILTZ
KAUTENBACH	3	94	3,19	10	1400	0,71	WILTZ
NEUNHAUSEN	2	82	2,44	2	244	0,82	WILTZ
WILTZ	111	1631	6,81	266	4510	5,90	WILTZ
WILWERWILTZ	7	222	3,15	9	612	1,47	WILTZ
WINSELER	8	302	2,65	16	908	1,76	WILTZ
<b>TOTAL WILTZ</b>	<b>202</b>	<b>4199</b>	<b>4,81</b>	<b>456</b>	<b>11907</b>	<b>3,83</b>	
INDETERMINE	354	-	-	549	-	-	INDETERMINE
<b>TOTAL PAYS</b>	<b>5892</b>	<b>171953</b>	<b>3,43</b>	<b>9948</b>	<b>448300</b>	<b>2,22</b>	